

cyberpresse.ca

LA PRESSE



LACHINE
NATURE, CYCLISTES... ET VTT
La transformation d'un parc public en piste d'essai temporaire pour BRP ne fait pas que des heureux. PAGES A2 ET A3

PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

EXCLUSIF
IMPÔT FONCIER
VICTOIRE DU CANADIEN
LA PRESSE AFFAIRES

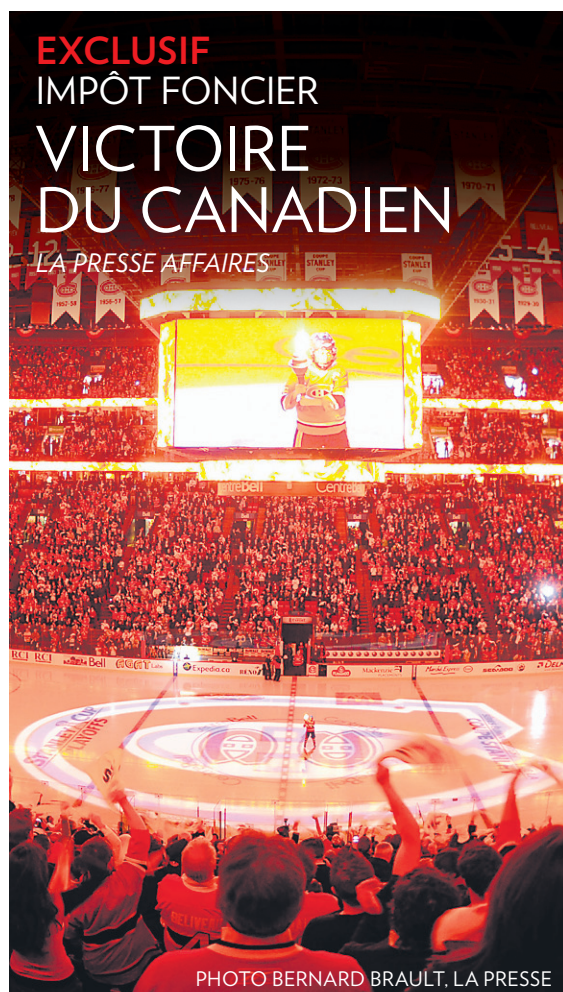


PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

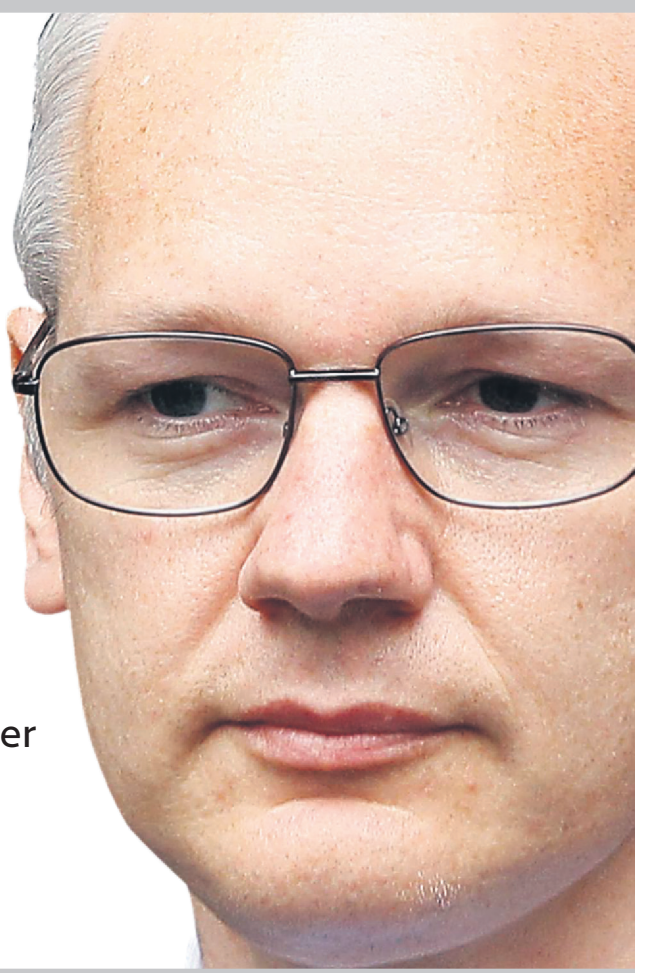
WIKILEAKS

ASSANGE DANS LES CÂBLES?

Julian Assange a entamé hier la seconde manche judiciaire pour bloquer son extradition vers la Suède. Ses chances de succès sont minces.

PAGE A14

PHOTO KIRSTY WIGGLESWORTH, ASSOCIATED PRESS



LA PRESSE À L'OMNIUM
BRITANNIQUE
**CHAMPION
CHERCHE TITRE**
Luke Donald, premier joueur mondial, espère gagner son premier tournoi majeur.
SPORTS



PHOTO TOBY MELVILLE, REUTERS

EXCLUSIF PRISONS CANADIENNES

LE NOMBRE D'AUTOCHTONES EN FORTE HAUSSE

De 2000 à 2010, leur présence dans un établissement fédéral a augmenté de 28,1%. Dans certains pénitenciers, ils représentent 60% de la population carcérale. PAGE A5



PINKARNAVAL

DU PRÊT-À-PORTER AU PRÊT À DANSER

ÉRIC CLÉMENT ARTS ET SPECTACLES

PHOTO MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

DÉCOUVREZ NOS OFFRES SENSATIONNELLES !



LERENARD.CA
LE SITE DES ACHATS FUTÉS
une exclusivité cyberpresse.ca

PAGE A14



Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**
Il fait tellement chaud que même le froid entre Marois et ses députés commence à fondre.

Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte

30 VIES
MARINA ORSINI DE RETOUR
HUGO DUMAS ARTS ET SPECTACLES



Vous entendez mais ne comprenez pas toujours?



- RÉDUCTION DES BRUITS DE FOND
- MAXIMISATION DE LA PAROLE

Une prothèse auditive SANS FRAIS ET SANS LIMITE D'ÂGE, Selon les règles de la RAMQ.
Une évaluation est requise par l'audioprothésiste pour le choix du modèle de prothèse auditive.

Montréal, 525, rue Sherbrooke Est
Longueuil, Saint-Hilaire, Saint-Jean, Laval, Granby, Cowansville - 1 800 422-6181



Laflamme & ASSOCIÉS
AUDIOPROTHÉSISTES
40 ans d'évolution
514 849-4500
www.laflammeetassocies.com

BRP S'INSTALLE À LACHINE

UN PARC TRANSFORMÉ EN PISTE D'ESSAI

Des VTT et des motomarines ont-ils leur place dans un parc public? C'est la question que posent plusieurs citoyens alors que le parc René-Lévesque, à Lachine, accueille jusqu'à dimanche une piste d'essai pour les véhicules de BRP.



GABRIEL BÉLAND

Le parc René-Lévesque, au bord du Saint-Laurent, à Lachine, est habituellement calme. Si calme que la Ville a choisi d'installer dans cette presqu'île l'une de ses plus grandes collections d'art public. Les 22 sculptures se trouvent tout autour de l'arboretum et de ses 70 espèces d'arbres. Le lieu, fréquenté par des centaines de marcheurs, de joggeurs et de cyclistes, est un joyau.

Mais hier, le petit coin paisible avait des airs d'autodrome. Des dizaines de véhicules tout-terrain (VTT) sillonnaient une piste aménagée en plein milieu du parc. Les moteurs rugissaient. Les pneus laissaient des ornières dans le gazon. Les habitués du parc n'en revenaient tout simplement pas.

«Je viens marcher ici tous les jours parce qu'il n'y a pas de pollution et parce que c'est calme, se désolait une native de Lachine, Diane Choquette, 64 ans. Là, il y a de la pollution et du bruit comme ce n'est pas possible. C'est déplorable.»

Le parc René-Lévesque accueille jusqu'à dimanche une piste d'essai pour Bombardier Produits récréatifs (BRP). L'entreprise québécoise tient cette semaine la plus grande foire commerciale de son histoire et s'attend à recevoir 4000 invités de 80 pays.

L'arrondissement de Lachine a accepté de louer à l'entreprise une partie du parc, qui est baigné sur trois côtés par le fleuve. BRP propose à des concessionnaires de partout dans le monde d'essayer ses nouveaux produits: des VTT, mais aussi des motomarines, amarrées à une dizaine de quais temporaires sur les berges du parc.

Une piste de terre d'environ 1 km a été aménagée sur la pelouse. Elle passe à quelques mètres des sculptures du parc, qui ont été protégées par des clôtures.

Impossible de savoir combien de personnes vont circuler en VTT sur la piste durant la dizaine de jours que dure l'activité. Chose certaine, en deux heures, hier, *La Presse* en a vu au moins une quarantaine. Le nombre d'utilisateurs pourrait augmenter de façon exponentielle pendant la fin de semaine, lorsque l'entreprise ouvrira les lieux au public, invité à essayer ses VTT.

«Incroyable et excitant»

«C'est incroyable et excitant, a dit Ram Uziel après avoir fait l'essai d'un VTT. Je fréquente beaucoup d'événements de ce genre, mais celui-là est vraiment exceptionnel.» Le concessionnaire de BRP est venu directement d'Israël pour participer à la foire commerciale.

Mais Joël Bourdeau, 72 ans, cycliste habitué du parc, n'était pas aussi enthousiaste. Selon lui, l'élé qui a permis à BRP de faire rouler des VTT dans le parc «est un imbécile».

«Il s'agit d'un musée en plein air, avec des sculptures, et ils sont en train de massacrer tout ça avec des quads, a-t-il déploré. Je ne comprends pas qu'il n'y ait pas d'autre endroit pour faire ça. Ils auraient pu trouver un champ, faire ça dans le Stade olympique, je n'en sais rien. Ça n'a pas de sens, dans un parc, dans un musée en plein air. Je trouve ça absolument abominable.»

L'entreprise assure toutefois que le parc sera remis en état. «Pour nous, ce n'est rien de nouveau comme événement, on en a fait un peu partout dans le monde, a expliqué le vice-président communications et affaires publiques de BRP, Pierre Pichette. Chaque fois, on prend un terrain et on le remet tel qu'il était au départ.»

Selon M. Pichette, l'arrondissement de Lachine était «très content» de recevoir BRP. «Il n'est pas question de s'imposer», dit-il.

Selon lui, les œuvres d'art ne sont pas menacées. «Les gens de Lachine nous reçoivent à bras ouverts. J'ai été sur le site moi-même et toutes les pièces ont été protégées, toutes les pièces ont été entourées de clôtures, il y a très peu de risque qu'elles soient endommagées. Donc,

c'est d'un commun accord avec la Ville, on n'a forcé personne à nous recevoir.»

Le rayonnement de Lachine

Il a été impossible de parler hier au maire de l'arrondissement, Claude Dauphin, d'Union Montréal. Mais une porte-parole s'est voulue rassurante. Selon Lucie René, BRP s'est engagé à remettre les lieux en état d'ici au 20 juillet. «Si des travaux supplémentaires étaient nécessaires, l'arrondissement les effectuera et l'organisme sera facturé, a-t-elle écrit par courriel à *La Presse*. Un dépôt a été réservé en ce sens.»

L'arrondissement recevra 25 600\$ pour la location des lieux. Mais, plus important encore, l'activité «contribue au rayonnement de Lachine et de Montréal sur le plan international», explique la porte-parole. «La tenue d'un tel événement génère des retombées économiques intéressantes.»

À Projet Montréal, on s'étonne qu'une activité commerciale comme celle-là ait lieu dans un parc. «C'est une privatisation de l'espace public. C'est pratiquement une semaine de perte de jouissance pour les résidents», dénonce Marc-André Gadoury, conseiller de Projet Montréal.

L'arrondissement réplique que le parc n'est pas entièrement fermé: la piste cyclable qui longe la berge est toujours accessible, tout comme la pointe de la presqu'île. Mais le cœur du parc a été clôturé. On y faisait hier la démonstration des derniers produits de BRP: «Notre grosse nouveauté est en fait un ancien modèle repensé, avec un plus gros moteur de 1000 cc, a expliqué aux acheteurs un porte-parole de BRP. Parce qu'il y en a qui n'en ont jamais assez!»

Derrière lui, des VTT ronronnaient au soleil en attendant un nouveau départ vers la piste. Un peu en retrait, à l'ombre, un concessionnaire venu du Koweït se reposait. «J'ai vu plusieurs événements comme ça, je représente beaucoup de marques, mais de cette ampleur, je n'ai jamais vu ça, a dit Thunayan al-Ghanim. Le lieu, l'organisation, tout est parfait. Le parc est aussi très beau!»



«Il s'agit d'un musée en plein air, avec des sculptures, et ils sont en train de massacrer tout ça avec des quads. Je trouve ça abominable.»

— Joël Bourdeau, habitué du parc



VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous!	VOYAGE 10
Astrologie du jour	VOYAGE 6
Bourses	AFFAIRES 7 et 8
C.V.	AFFAIRES 6
Décès	VOYAGE 7 à 9
Forum	A18 et A19

Horaire télévision	ARTS 6
Loteries	A17
Monde	A14 à A17
Petites annonces	VOYAGE 5
	AFFAIRES 4
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

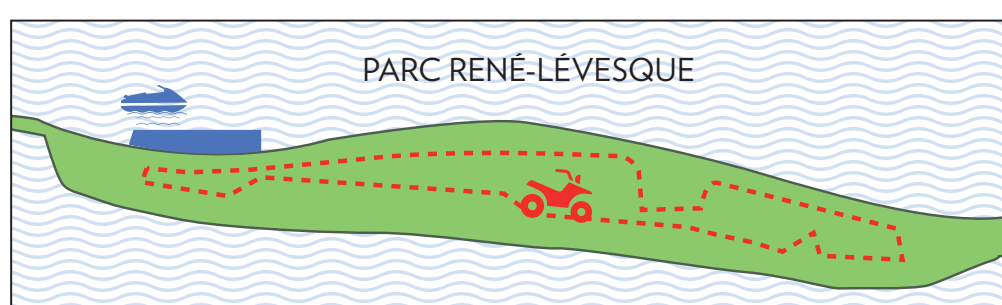
Généralement ensoleillé. Possibilité d'orages, maximum 25, minimum 15. VOYAGE 5

BRP S'INSTALLE À LACHINE



BRP est l'hôte de ses concessionnaires d'un peu partout dans le monde. L'entreprise québécoise de VTT et de motomarines tient cette semaine la plus grande foire commerciale de son histoire et s'attend à recevoir 4000 invités de 80 pays. Pour faire la démonstration de leurs produits, on a aménagé, avec l'accord de l'arrondissement de Lachine, des pistes d'essai dans le parc René-Lévesque au bord du fleuve Saint-Laurent pour le plus grand bonheur de ses invités, mais pas nécessairement des utilisateurs habituels du parc.

PHOTOS MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE



Un musée en plein air

GABRIEL BÉLAND

Le parc René-Lévesque est bien connu des amateurs de vélo : il se trouve à l'extrême ouest de la piste cyclable du canal de Lachine. Les cyclistes fourbus, mais aussi les marcheurs et les joggeurs, s'y arrêtent pour profiter de la vue. La presqu'île plonge dans le Saint-Laurent et on peut y admirer plusieurs espèces d'oiseaux (hier, un héron se séchait au soleil).

Mais les visiteurs se rendent aussi au parc René-Lévesque pour la collection d'art public qui s'y trouve. Le parc est en fait un véritable musée en plein air. Un symposium de sculptures tenu en 1988 a permis de monter une coquette collection de 22 sculptures. Certaines ont coûté plus de 150 000 \$ à la Ville.

Aujourd'hui, ces œuvres forment l'un des plus grands jardins de sculptures en plein air du pays. Bombardier produits récréatifs (BRP) a choisi d'installer sa piste de véhicules tout-terrain dans ce jardin. Les VTT se promènent sur la piste sinieuse à quelques mètres des sculptures.

« Tout a été mis en place pour s'assurer de la sécurité des œuvres, a insisté hier une porte-parole de l'arrondissement de Lachine, Lucie René. Le directeur du musée de Lachine ainsi que la direction des loisirs

Ces œuvres forment l'un des plus grands jardins de sculptures en plein air du pays. [...] Les VTT se promènent sur la piste sinieuse à quelques mètres des sculptures.

et des travaux publics ont travaillé en collaboration afin de définir et de mettre en place des périmètres de sécurité autour des sculptures. »

Aussi, BRP ne laissera aucun visiteur conduire un VTT en état d'ébriété, prévient la porte-parole de l'arrondissement. « Chaque participant doit passer avec succès un alcootest », dit-elle. Aucun risque, donc, qu'un participant éméché percute une sculpture.



NOTRE VIDÉO > DES USAGERS EN COLÈRE



Sur cyberpresse.ca/vtt

L'arrondissement de Lachine a autorisé la tenue de séances de démonstration de VTT dans le parc René-Lévesque, mais la piste d'essai ne fait pas l'unanimité. Voyez les réactions des usagers du parc, ainsi que les VTT en action au milieu des arbres dans le reportage de Tristan Pélouquin et François Roy, sur cyberpresse.ca/vtt.

PRISONS CANADIENNES

Les autochtones surreprésentés

EXCLUSIF

LOUISE LEDUC

De 2000 à 2010, le nombre d'autochtones incarcérés dans un établissement fédéral a augmenté de 28,1%, et l'on s'attend à ce que l'explosion démographique autochtone actuelle entraîne une hausse supplémentaire du nombre de délinquants autochtones», peut-on lire dans un document de Sécurité publique Canada. Ces données, qui s'ajoutent à des tragédies récentes dans les communautés indiennes, illustrent bien l'urgence de s'attaquer à la violence qui règne dans les réserves et d'y affecter des policiers, de l'aveu même des chefs.

Obtenu grâce à la Loi sur l'accès à l'information, le document, intitulé *Évaluation des initiatives de l'approche correctionnelle judiciaire*, note que la proportion d'autochtones incarcérés au pays atteint des taux endémiques dans certaines régions, notamment dans certains pénitenciers des Prairies, «où les peuples autochtones constituent plus de 60 % de la population carcérale».

De façon générale, les autochtones, qui ne représentent que 3 % de la population canadienne, comptent pour 17,9 % du total des délinquants sous responsabilité fédérale.

Le rapport de Sécurité publique Canada fait ressortir l'importance de trouver des solutions de rechange à l'incarcération classique, et ce, pour des raisons tant de réhabilitation que de gestion des fonds publics.

Alors que, de façon générale, «le taux d'incarcération au Canada est plus élevé que dans la plupart des pays



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Les autochtones, qui ne représentent que 3 % de la population canadienne, comptent pour 17,9 % du total des délinquants sous responsabilité fédérale.

demeure dans la communauté, par rapport à 109 699\$ pour celui qui se trouve derrière les barreaux.

« Il faut donc continuer de mettre l'accent sur la sécurité publique tout en contenant la croissance de la population carcérale sous responsabilité fédérale », peut-on encore lire.

spirituelles et culturelles ainsi qu'à des programmes thérapeutiques [...] et le soutien reçu de la part de sa famille et de sa collectivité », dit le document.

Le rapport fédéral insiste sur le fait que le baby-boom chez les autochtones, qui ne se dément pas, contribue à hausser leur taux d'incarcération

Plusieurs cas de violence sont vite médiatisés. Celui d'un enfant de 5 ans, mort lundi dans son lit d'une balle perdue, dans la communauté crie de Samson, en Alberta, a semé la consternation, au moment même où s'ouvrait hier l'assemblée annuelle des premières nations, à Moncton.

« Une nouvelle aussi tragique nous rappelle à quel point nous avons du pain sur la planche au cours des trois prochains jours, a dit hier Shawn Atleo, président de l'Assemblée des premières nations pour l'ensemble du pays. Nous devons faire montre de leadership et avoir le courage de dire: "Plus jamais." »

Les chefs indiens ne peuvent rester insensibles à cette violence. L'enfant tué lundi était le petit-fils du chef de Samson. Ghislain Picard rappelle quant à lui qu'il y a une dizaine de jours, dans sa communauté de Pessamit, une bagarre a coûté la vie à une jeune fille de 17 ans.

Et c'est sans compter

la violence au quotidien, qui passe souvent sous le radar des médias nationaux parce qu'elle se produit loin des grands centres. Selon Ghislain Picard, la violence qui règne dans les communautés autochtones démontre l'urgence d'y affecter des policiers.

Hier, à Moncton, la nécessaire autodétermination des peuples autochtones – ou, à tout le moins, l'obtention d'une plus grande autonomie – a surtout retenu l'attention, mais Ghislain Picard s'attend à ce que l'on parle tout autant de sécurité publique, de santé et d'éducation dans les prochains jours.

« Pour la première fois depuis qu'il est élu, a signalé M. Picard, Stephen Harper a manifesté le désir d'organiser sous peu une rencontre au sommet avec les chefs autochtones. Dans les prochains jours, nous chercherons à établir nos priorités pour la rencontre à venir afin d'éviter que cela nous soit dicté par Ottawa. »

– Avec William Leclerc

Ghislain Picard, président de l'Assemblée des premières nations pour le Québec, relève à quel point la violence est étroitement liée à la pauvreté, laquelle est criante chez les peuples autochtones.

d'Europe occidentale », « le coût quotidien moyen d'incarcération des délinquants sous responsabilité fédérale est passé de 241\$ en 2004-2005 à 300\$ en 2008-2009 ».

Autrement dit, un prisonnier coûte très cher, beaucoup plus que « le maintien d'un délinquant dans sa collectivité »: 29 476\$ pour celui qui

C'est d'autant plus vrai que ce n'est pas qu'une question de gros sous, mais de réhabilitation, particulièrement quand il s'agit d'autochtones. « Les travaux de recherche sur les collectivités autochtones ont indiqué que les facteurs qui contribuent le plus à la réussite du délinquant à sa sortie de prison étaient sa participation à des activités

puisque ce sont les jeunes qui se retrouvent le plus souvent en prison.

Un lien avec la pauvreté

Ghislain Picard, président de l'Assemblée des premières nations pour le Québec, relève pour sa part à quel point la violence est étroitement liée à la pauvreté, laquelle est criante chez les peuples autochtones.



FAITES DEUX FOIS LE TOUR DE LA TERRE L'ESPRIT TRANQUILLE.

BMW entretient gratuitement votre véhicule pendant 80 000 km, soit deux fois le tour de la Terre. Ou 4 ans. Personne d'autre que les concessionnaires BMW du Grand Montréal ne vous en offre autant.

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
bmwcanbec.com

Laval BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
bmwlaival.com

Rive-Sud Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
450.445.4555
514.875.4415
parkavenuebmw.com

Rive-Sud BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
bmwsaintejulie.com

Blainville Hamel BMW
620, boul. de la
Seigneurie Ouest
450.437.5050
hamelbmw.com

West Island BMW West Island
2000, aut. Transcanadienne Sud
514.683.2000
bmwestisland.com

Coupé BMW 128i 2012

PRIX DE VENTE	MENSUALITÉS À LA LOCATION	TAUX À LA LOCATION
38 612 \$**	505 \$* Montant dû à la livraison de 3 886 \$ incluant l'acompte.	4,9 %* JUSQU'À 48 MOIS

Cabriolet BMW 128i 2012

PRIX DE VENTE	MENSUALITÉS À LA LOCATION	TAUX À LA LOCATION
44 012 \$**	589 \$* Montant dû à la livraison de 3 886 \$ incluant l'acompte.	4,9 %* JUSQU'À 48 MOIS

ENTRETIEN RÉGULIER SANS FRAIS 4 ans ou 80 000 km†

Modèle européen montré. Certaines options peuvent ne pas être offertes au Canada. ** Offre à l'achat : le prix de vente est de 38 612 \$/44 012 \$, ce qui inclut le PDSF (36 000 \$/41 400 \$), le transport et l'inspection de prélivraison (1 995 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), la taxe de gestion des pneus (12 \$), les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 459 \$) et le rabais BMW Canada. Taxes et immatriculation en sus. * Taux à la location offert par Services financiers BMW, sur approbation du crédit, uniquement pour les modèles de base Coupé BMW 128i 2012/ Cabriolet BMW 128i 2012 en stock. † Offre à la location : 36 000 \$/41 400 \$ sur 48 mois à un taux d'intérêt annuel de 4,9 %, avec un acompte de 0 \$, pour des mensualités de 505 \$/589 \$. Un montant de 3 886 \$/3 886 \$ est exigé à la signature du contrat de location, qui inclut la première mensualité, un dépôt de garantie équivalent à une mensualité, le transport et l'inspection de prélivraison, la taxe sur la climatisation, les frais d'administration du concessionnaire, la taxe sur la gestion des pneus et les services PPSA. Taxes et immatriculation en sus et payables à la signature. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 16 920 \$/19 044 \$. L'obligation locative totale est de 26 878,92 \$/30 893,02 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km; 0,15 \$ du kilomètre excédentaire. Le concessionnaire peut décider d'un prix au particulier et exiger des frais d'administration qui peuvent modifier le prix du véhicule. Des frais peuvent être exigés pour usage excessif. Cette offre d'une durée limitée est sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 2 août 2011. † Les véhicules BMW 2012 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien aux périodes recommandées sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. © 2011 BMW Canada Inc. « BMW », le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

ACTUALITÉS

Passage à niveau funeste

Un conducteur de 17 ans perd la vie dans une collision avec un train

GUILLAUME JACOB
LE NOUVELLISTE

SAINT-TITE — Un automobiliste de 17 ans a perdu la vie dans une violente collision avec un train de passagers de VIA Rail, hier vers 15h, dans le rang Sud, à Saint-Tite. Le décès du jeune homme de Shawinigan a été constaté à l'Hôpital du Centre-de-la-Mauricie, a confirmé la Sûreté du Québec hier soir, sans dévoiler son identité.

Une autre voiture qui suivait a pu éviter l'accident. La conductrice, victime d'un choc nerveux, a elle aussi été hospitalisée. Elle serait une amie du premier conducteur, selon ce qu'ont rapporté des témoins. « Son témoignage sera très important pour déterminer les circonstances de l'accident », a souligné la porte-parole de la Sûreté du Québec, Anne Mathieu.

Serge Dontigny, employé de Les Bois Carole Blanchette, une entreprise située près du lieu de l'accident, prenait sa pause de l'après-midi à l'extérieur lorsque la collision s'est produite. « J'ai vu les voitures descendre la côte et j'ai entendu le train qui s'en venait. Je me suis dit que ça allait passer serré. Eh bien! ça n'a pas passé. Je suis rentré aussitôt pour dire à ma patronne d'appeler les secours. »

Ce n'est pas la première fois que le passage à niveau du rang Sud à Saint-Tite est le théâtre d'un accident. Il y a deux ans, deux jeunes hommes aux commandes de scooters avaient été percutés par un train, se souvient Serge Dontigny. « Ils s'en étaient tirés avec des blessures aux jambes, si je me rappelle bien. »

Il travaille depuis 13 ans pour une entreprise voisine de la voie ferrée et remarque que



Des enquêteurs observent la carcasse de la voiture qui a été happée par un train de passagers, hier à Saint-Tite. Le conducteur de 17 ans a péri dans la violente collision.

les trains de passagers roulent à haute vitesse. « Comme j'ai dit à l'enquêteur qui m'a interrogé, l'après-midi, le soleil frappe fort sur les feux clignotants, ce qui les rend

volontaire à Saint-Tite, est intervenu avec un extincteur pour empêcher qu'un incendie se déclare dans la voiture fauchée par le train, a raconté sa conjointe. Les pinces de désin-

circstances exactes de l'accident. Le rang Sud est demeuré fermé à la circulation pendant de nombreuses heures. La route a été rouverte en soirée.

« Selon l'information qu'on a, les feux clignotants et les cloches fonctionnaient au passage à niveau, explique le porte-parole de VIA Rail, Malcolm Andrews. Statuer dès maintenant sur les causes de l'accident ne serait que pure spéculation. »

Le train transportait 51 voyageurs en provenance de Senneterre et de Jonquière. Aucun n'a été blessé. Après que les deux mécaniciens aux commandes de la locomotive eurent été remplacés, le train a continué sa route vers Joliette et Montréal autour de 16h20.

Il y a deux ans, deux jeunes hommes aux commandes de scooters avaient été percutés par un train au même endroit, selon un témoin.

moins visibles. Il me semble qu'il serait temps d'installer des barrières pivotantes en plus des feux et des signaux sonores. Ça ne coûterait pas une fortune. En tout cas, ça vaudrait bien une vie. »

Daniel Cossette, voisin de la voie ferrée et pompier

carcération ont été nécessaires pour sortir le conducteur de l'auto accidentée.

Des enquêteurs de la Sûreté du Québec, accompagnés par des employés du Canadien National, étaient sur les lieux de l'accident hier après-midi, pour tenter de comprendre les

EN BREF

Meurtre à Mascouche: la SQ demande l'aide du public

La Sûreté du Québec a demandé hier l'aide du public pour tenter d'élucider le meurtre de Fernand Champoux, un homme de 68 ans mystérieusement battu à mort dans un stationnement de Mascouche en 2006. Les enquêteurs des affaires non résolues auraient récemment reçu de l'information qui pourrait les aider à arrêter un suspect. Même s'ils ont déjà rencontré près de 150 témoins, ils demandent aux personnes qui pourraient détenir le moindre détail par rapport à la mort de Fernand Champoux de prendre contact avec eux. En avril 2006, l'homme a été frappé à la tête à l'aide d'un objet contondant à l'arrière du magasin L'Aubainerie, où il travaillait comme concierge depuis quelques semaines. Des collègues l'ont trouvé dans une mare de sang. Il est mort le lendemain. — Daphné Cameron

Loto-Québec retire sa loterie Blé d'or

Loto-Québec a retiré du marché, lundi, une loterie qu'elle venait de lancer le même jour, en raison d'un problème d'impression. Certains billets apparemment gagnants faisaient apparaître un message « non gagnant » sur le terminal de validation, ce qui a déclenché des plaintes de consommateurs. Tous les billets de la loterie Blé d'or, vendus 3\$ chacun et dont le gros lot est de 25 000\$, ont été retirés. Selon Jean-Pierre Roy, porte-parole de Loto-Québec, quelques milliers de billets avaient été distribués chez de 10 à 15% des détaillants. Loto-Québec assure qu'elle paiera les lots gagnés. Quelques dizaines de gagnants se seraient manifestés. — La Presse Canadienne

1 000 milles de récompense en prime. J'embarque!



En effet, c'est assez pour un vol aller-retour¹! Demandez la carte MasterCard^{MD} BMO AIR MILES^{MD} Or d'ici au 31 août et obtenez 1 000 milles de récompense AIR MILES en prime lors du premier achat réglé avec votre carte².

Faites votre demande en ligne sur bmo.com/obtenirmacarte et inscrivez le code AM224



BMO  **Banque de Montréal**

Ça a du sens. Profitez.^{MD}

¹ Avec la réduction de 25% exclusive à la carte MasterCard BMO AIR MILES Or, des voyages aller-retour sont offerts à partir de seulement 712 milles de récompense en basse saison. ² L'offre de prime n'est valable que pour les nouveaux comptes. Votre demande doit être reçue entre le 1^{er} juin 2011 et le 31 août 2011, et vous devez effectuer un premier achat avec votre carte MasterCard au plus tard le 14 octobre 2011 pour obtenir la prime unique de 1 000 milles de récompense AIR MILES sur votre compte MasterCard. Vous trouverez les conditions complètes sur bmo.com/obtenirmacarte et inscrivez le code AM224.

^{MD} Marque de commerce déposée de la Banque de Montréal. ^{MD/ACT} Marque déposée/de commerce d'AIR MILES International Trading B.V., employée en vertu d'une licence par LoyaltyOne, Inc. et par la Banque de Montréal.

^{MD} MasterCard est une marque déposée de MasterCard International Incorporated.

RECENSEMENT 2011

Statistique Canada se fait insistant

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Statistique Canada se fait insistant pour convaincre les Canadiens de participer au recensement, dont le formulaire détaillé n'est plus obligatoire à la suite d'une décision du gouvernement conservateur.

« On me harcèle. On m'envoie même un agent chez moi pour me forcer à le remplir », se plaint Mario Lecompte. Cet informaticien de Terrebonne, qui s'était réjoui du fait qu'il n'était plus obligé de remplir le formulaire long du recensement 2011 à vite déchanté.

Après avoir refusé de remplir le formulaire en ligne, il dit avoir reçu des lettres et des

appels de Statistique Canada pour l'inciter à participer. Malgré ses nombreux refus « clairs », M. Lecompte a eu la surprise de recevoir chez lui la visite d'un agent pour l'inci-

Statistique Canada se défend de harceler les gens et dit qu'il cherche simplement à s'assurer qu'ils comprennent l'importance des données recueillies.

ils vont recevoir un rappel d'un superviseur, qui va tenter d'expliquer l'importance de l'enquête et des renseignements qu'elle permet de recueillir », a expliqué Marc

encore beaucoup à faire pour atteindre le nombre de réponses espéré d'ici à la fin août. « L'enquête progresse comme on s'y attendait, il nous reste encore beaucoup de travail. Il y a encore beaucoup à faire pour atteindre les résultats finaux », a dit Marc Hamel.

Il assure que l'insistance de ses agents n'est pas due à un faible taux de réponse. « On ne fait pas d'effort particulier. On suit une méthodologie éprouvée, la même qu'on suit pour nos enquêtes habituelles. » Mais c'est la première fois que cette méthode de travail est appliquée au tiers de tous les ménages canadiens, ce qui mobilisera 25 000 agents jusqu'à la rentrée.

« On me harcèle. On m'envoie même un agent chez moi pour me forcer à remplir le formulaire de recensement. » — Mario Lecompte

ter à nouveau à répondre aux questions de l'enquête. « Ce n'est plus de la sollicitation, c'est du harcèlement. Ce n'est pas parce que tu es du gouvernement que tu peux tout faire. »

« Si la personne nous dit clairement: "J'ai lu que c'était volontaire et je ne veux pas participer", ça va être terminé. Mais il arrive que les gens indiquent simplement qu'ils ne sont pas intéressés, alors

Hamel, gestionnaire du recensement 2011.

Statistique Canada, qui craignait que l'abandon du caractère obligatoire du recensement ne mine la fiabilité de son enquête, reconnaît avoir

Interdits, les écouteurs à vélo

NOTRE VIDÉO > MUSIQUE ET VÉLO



Sur cyberpresse.ca/ecouteurs
Ce cycliste ne sait pas qu'il enfreint la loi en portant des écouteurs. Le Service de police de la Ville de Montréal tiendra une opération de sensibilisation aujourd'hui afin de faire connaître ce règlement méconnu du Code de la sécurité routière. Voyez le reportage vidéo d'Isabelle Dubé sur cyberpresse.

ISABELLE DUBÉ

Le nombre de cyclistes qui roulent en portant des écouteurs augmente aussi rapidement que les ventes d'iPod et d'iPhone! Jetez un œil à la piste cyclable près de chez vous et vous en verrez à coup sûr défiler avec des fils blancs, rouges ou noirs qui pendent de chaque côté de leur tête.

Bien que ce semble être agréable pour bien des gens de circuler au son de leur mélodie préférée, la plupart ignorent que c'est illégal et passible d'une amende de 52\$.

Sur les pistes cyclables de Montréal, nous avons croisé plusieurs personnes étonnées d'apprendre l'existence de ce règlement. « J'écoute de la musique chaque fois que je pars à vélo, s'exclame Martin tout en enlevant ses écou-

teurs blancs. Je ne crois pas que je suis prêt à sacrifier ma musique même s'il y a une amende qui me pend au bout du nez. »

Une autre cycliste, Maryanne, qui était mal à l'aise d'être prise en flagrant délit, a vite caché ses écouteurs: « Je sais que c'est dangereux, mais je ne savais pas que c'était interdit! »

Déjà 143 amendes

Ce règlement du Code de la sécurité routière est méconnu. En 2010, 296 contraventions ont été données et la saison estivale 2011 est bien entamée, avec 143 amendes. C'est pourquoi le Service de police de la Ville de Montréal a décidé d'organiser aujourd'hui une activité de sensibilisation sur une piste cyclable très fréquentée de la métropole, à l'angle

du boulevard De Maisonneuve et de la rue Stanley. Les policiers ne donneront toutefois pas de contravention, mais des constats de courtoisie.

Selon Jean-François Pronovost, porte-parole de Vélo Québec, il est primordial que les cyclistes soient sensibilisés non seulement à l'infraction qu'ils commettent, mais aussi aux dangers d'avoir l'ouïe occupée par de la musique: « Mes oreilles, c'est ma deuxième paire d'yeux lorsque je me promène à vélo. J'en ai besoin pour voir les voitures arriver et entendre tous les bruits qui m'entourent. C'est de cette façon que nous pouvons éviter les accidents. »

Curieusement, enfourcher sa bicyclette avec une main sur le guidon et le téléphone cellulaire dans l'autre est permis. L'utilisation de Bluetooth ou d'écouteurs reliés à un téléphone intelligent aussi. Les policiers devront donc être très attentifs pour déceler si un cycliste portant des écouteurs converse avec un ami ou fredonne sa chanson préférée.

Le spécialiste du
CONFORT

Très grande sélection de chaussures et sandales tendance adaptées à vos **ORTHÈSES.**

PLUS DE **250** MODÈLES

POINTURES
6 à 15 pour **homme**
4 à 13 pour **femme**

Jusqu'à **30%** de rabais

Grand choix de **LARGEUR** B à 6E pour homme
AA à 4E pour femme

Chaussures Dupuis

3963, rue Wellington à Verdun
514.762.5184
www.chaussuresdupuis.com

de l'Église À 5 minutes du pont Champlain

MASTERPIECE

Résidence pour retraités autonome et semi-autonome

L'étage Oasis, soins d'assistance et services de soutien à l'européenne

à partir de **2730\$*** suite privée / par mois

INCLUANT SERVICES SUIVANTS:

- 1 heure et demi de soins personnels par jour
- Repas et les collations • Service de lessive • soutien 24 h
- Service d'entretiens ménagers • Activités sociales

2 locations, 2 styles de vie

Île des Soeurs / 325, ch. de la Pointe-Sud / 514 767-6792
West Island / 15, Place de la Triade / 514 695-6695

*Prix de base pour les appartements avec soins d'assistance.

MASTERPIECE BY SYMPHONY.COM
A Symphony Senior Living managed community

<p>RDX AVEC SH-AWD 2011</p> <p>PAIEMENT MENSUEL LOCATION 36 MOIS COMPTANT DE 5538 \$</p> <p>498\$*</p> <p>RABAIS de 3000\$ AU COMPTANT</p> <p>Taux nominal LOCATION 36 MOIS 1,9%</p> <p>Taux effectif LOCATION 36 MOIS 5,3%</p>	<p>DE SÉRIE SUR TOUS LES RDX ET MDX</p> <p>CAMÉRA DE RECUIL INTÉGRÉE AU RÉTROVISEUR*</p> <p>TOIT OUVRANT ÉLECTRIQUE</p> <p>SIÈGES EN CUIR CHAUFFANTS</p> <p>ACURA DEVANT.</p> <p>acuraquebec.ca</p>
<p>MDX AVEC SH-AWD 2011</p> <p>PAIEMENT MENSUEL LOCATION 36 MOIS COMPTANT DE 7898 \$</p> <p>598\$*</p> <p>RABAIS de 5000\$ AU COMPTANT</p> <p>Taux nominal LOCATION 36 MOIS 1,0%</p> <p>Taux effectif LOCATION 36 MOIS 5,5%</p>	

L'acheteur avisé lit les petits caractères. * Offre d'une durée limitée du 4 juillet au 31 août 2011 applicable à la location pour usage personnel seulement des modèles neufs Acura RDX 2011 (1B1H2B[N]) et Acura MDX 2011 (1D2H2B[N]) par le biais de Services Financiers Honda sur approbation de crédit. Le versement mensuel pendant 36 mois s'élève à 498 \$/598 \$ moyennant un versement initial de 5538 \$/7898 \$ ou un véhicule de registre d'une valeur équivalente pour le RDX/MDX. Le paiement du premier mois et un dépôt de garantie de 0\$ sont payables dès l'entrée en vigueur du contrat de location. Les frais de transport, de préparation ainsi que la taxe sur le déviateur sont inclus. Les taxes, frais d'immobilisation et d'assurance sont en sus. Le locataire est responsable de l'accident de kilométrage après 72 000 km pour 36 mois au taux de 0,15 \$/km. Le concessionnaire peut devoir échanger un véhicule. Valable sur les véhicules en inventaire seulement. Offres valides pour les résidents du Québec seulement chez les concessionnaires participants Acura du Québec. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Acura pour tous les détails. 1. Taux effectif calculé en considérant le rabais au comptant de 3 000 \$ pour le RDX et 5 000 \$ pour le MDX auquel le consommateur renonce en choisissant la location. 2. Ne remplace pas la responsabilité du conducteur à faire preuve d'une grande prudence lorsqu'il conduit.

ACTUALITÉS

LES PATAUGEOIRES EN

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Prisées des enfants par temps chaud, les pataugeoires perdent en popularité auprès des villes québécoises, qui les font peu à peu disparaître de leurs parcs. Pourtant, 12 ans après avoir décidé de se débarrasser de ses bassins peu profonds, Gatineau s'appête maintenant à revenir sur sa décision pour leur donner une deuxième vie.

«La majorité des villes font disparaître les pataugeoires qui ont besoin de réparations pour les remplacer par des jeux d'eau», constate Luc Toupin, directeur général de l'Association des responsables aquatiques du Québec. Souvent construits dans les années 60, les bassins peu profonds font de plus en plus place à des installations plus modernes de jets d'eau jaillissant du sol ou de structures colorées.

Le mouvement de conversion s'est accéléré depuis 2006, alors qu'on avait détecté des taux élevés de bactéries dans les piscines publiques de la région de Montréal, ce qui avait poussé le gouvernement à resserrer les règles sur la qualité de l'eau dans les bassins aquatiques. Or, la majorité des pataugeoires ne disposent pas de système de filtration et doivent donc être vidées et désinfectées chaque soir pour respecter les normes gouvernementales. Une vidange est aussi nécessaire quand survient un «incident vomitif ou fécal», comme le précise le règlement sur les piscines et pataugeoires, ce qui entraîne, la plupart du temps, la fermeture du bassin pour le reste de la journée.

«Il est difficile de maintenir la qualité de l'eau de



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE
En majorité étudiants, les sauveteurs ne sont disponibles que durant l'été, d'où l'ouverture tardive des pataugeoires, en juin, et leur fermeture hâtive, dès la fin août. Et les municipalités peinent de plus en plus à en trouver.

ces bassins. Plusieurs ne sont pas munis de systèmes de filtration et les normes provinciales en matière de qualité de l'eau nous obligent à les fermer durant plusieurs

heures pour permettre aux produits chimiques de faire leur effet», explique Jacques Perron, porte-parole de la Ville de Québec, où l'on a aussi entrepris de convertir

en jeux d'eau les pataugeoires qui ont atteint la fin de leur vie utile.

Difficile d'obtenir un portrait d'ensemble pour Montréal, où les pataugeoires

ont accepté de partager le coût des travaux de conversion. «On trouve que les jeux d'eau sont plus attirants pour les jeunes. C'est plus actif avec l'eau qui sort de partout. Et

«On trouve que les jeux d'eau sont plus attirants pour les jeunes. C'est plus actif avec l'eau qui sort de partout. Et personnellement, je trouve ça plus sûr.»

— Alan DeSousa, vice-président du comité exécutif de la Ville de Montréal

personnellement, je trouve ça plus sûr», dit Alan DeSousa, vice-président du comité exécutif.

Ainsi, l'arrondissement du Sud-Ouest compte garder

seulement trois de ses huit pataugeoires d'ici quelques années. Déjà, celle du parc Louis-Cyr a disparu en 2009. La prochaine, au parc Le Ber, doit être démolie en 2012.

Même scénario à Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG), où l'arrondissement a décidé de favoriser l'implantation de jeux d'eau. Quelques pataugeoires seront néanmoins rénovées.

En face de Québec, Lévis compte aussi miser sur les jeux d'eau à l'avenir. La Ville indique toutefois que quelques pataugeoires survivront, là où les piscines ont été conçues avec une partie peu profonde juxtaposée, explique Christian Brière, porte-parole de la municipalité.

Jeux d'eau moins chers
Pour les villes, les jeux d'eau ont d'énormes avantages, surtout financiers. Selon une évaluation de CDN-NDG, la mise aux normes d'une pataugeoire coûte trois fois plus cher que sa transformation en jeux d'eau. Au-delà du traditionnel bassin de béton, il faut prévoir la tuyauterie du système de filtration, le bâtiment de service, les douches et les toilettes, énumère François Puchin, porte-parole de l'arrondissement.

De plus, les risques de noyade étant inexistant dans les jeux d'eau, ils ne nécessitent pas de surveillance autre que celle des parents. Un élément majeur pour les municipalités qui peinent de plus en plus à trouver des sauveteurs. En majorité étudiants, ils ne sont en effet disponibles que durant l'été, d'où l'ouverture tardive des pataugeoires, en juin, et leur fermeture hâtive, dès la fin août.

VOLKSFEST

Maintenant, c'est facile d'obtenir ce que vous voulez.



CC 2011

Jetta 2011
à partir de 17 240 \$*Tiguan 2011
500 \$ d'accessoires
D'origine Volkswagen sans frais**

Jetta 2011
Louez à partir de
189 \$
par mois
sur 48 mois[†]
Acompte de 573 \$

0% de financement à
l'achat sur 36 mois*
sur nos modèles
les plus populaires

TDI La Jetta 2011
est aussi offerte en version
TDI Diesel propre

Insurance Institute for Highway Safety
Véhicule le plus sécuritaire
Jetta 2011 / Tiguan 2011



Das Auto.

Jusqu'à 750 \$ de remise pour nouveaux diplômés^{††}

vw.ca

Modèles américains montrés. Certaines options et accessoires peuvent varier ou ne pas être disponibles au Canada. *Cette offre de financement d'une durée limitée est sujette à l'approbation du crédit de Volkswagen Finance et disponible à l'achat d'un modèle Jetta 2.0L 2011 / Tiguan 2.0T 2011 / CC 2.0T 2011 neuf de base. Un PDSF de 17 240 \$ / 29 555 \$ / 34 840 \$ (incluant frais de transport et inspection de prélivraison de 1 365 \$ / 1 580 \$ / 1 365 \$, et taxe de 100 \$ sur climatiseur si applicable) pour les modèles neufs de base avec boîte manuelle à 5 vitesses / 6 vitesses / 6 vitesses au taux de crédit annuel de 0 % correspond à la signature. Assurances, droits, options et taxes applicables en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Cette offre ne s'applique pas aux modèles TDI Diesel propre. **Recevez jusqu'à 500 \$ d'accessoires D'origine Volkswagen sans frais à l'achat ou à la location de tous les modèles Tiguan 2011 neufs. Certaines conditions s'appliquent. Non monnayable. Cette offre ne s'applique pas aux frais d'installation ni aux pneus. Offres en vigueur jusqu'au 31 juillet 2011 et pouvant être modifiées ou retirées en tout temps sans préavis. † Cette offre de location d'une durée limitée et sujette à l'approbation du crédit de Volkswagen Finance est basée sur la Jetta 2.0L 2011 neuve de base avec boîte manuelle 5 vitesses. Frais de transport et inspection de prélivraison de 1 365 \$ inclus dans le paiement mensuel. Acompte de 573 \$ ou échange équivalent, dépôt de sécurité de 250 \$ et première mensualité requis au moment de la signature. Frais de 15 \$ du kilomètre après 64 000 km en sus. Assurances, immatriculation, frais d'inscription jusqu'à 46 \$ au RDPRM, droits, options et taxes applicables en sus. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. PDSF du modèle Jetta 2011 de base : 17 240 \$. Offre en vigueur jusqu'au 31 juillet 2011 et pouvant être modifiée ou retirée en tout temps sans préavis. †† Jusqu'à 750 \$ de remise pour nouveaux diplômés collégiaux et universitaires. Certaines conditions s'appliquent. Visitez votre concessionnaire Volkswagen ou vw.ca pour les détails. « Volkswagen », le logo Volkswagen, « TDI », « TDI Diesel propre », « Jetta » et « Tiguan » sont des marques déposées de Volkswagen AG. « Volksfest », « Das Auto et dessin » et « CC » sont des marques de commerce de Volkswagen. © Volkswagen Canada 2011.

VOIE DE DISPARITION

Dans son évaluation sur la conversion des pataugeoires, CDN-NDG a ainsi établi que les jeux d'eau peuvent être utilisés six fois plus longtemps. On peut les ouvrir dès les premières journées chaudes, à la fin mai, et ne les fermer qu'en septembre. Et alors que les petits bassins doivent être vidés toutes les sept heures, les jeux d'eau, activés par un détecteur de mouvements, peuvent servir toute la journée.

Très fréquentées par les démunis

L'expérience de Gatineau, qui avait décidé en 1999 de se débarrasser de toutes ses pataugeoires, montre pourtant qu'elles ont encore leur raison d'être. Alors qu'elle s'affaire à réviser son offre aquatique depuis quelques mois, la Ville a constaté que les gens plus démunis préfèrent fréquenter les petits bassins peu profonds. « Ce ne sont pas les mêmes gens qui utilisent les jeux d'eau, les pataugeoires et les piscines extérieures. Ce ne sont pas les mêmes clientèles », rapporte Jean-Marc Lacroix, responsable de programme aquatique de la municipalité.

Souvent sans piscine à la maison, les enfants de familles défavorisées préfèrent de loin les pataugeoires, où ils peuvent davantage se rafraîchir. « C'est un peu comme la différence entre prendre une douche et prendre un bain », illustre M. Lacroix. Certains de ces enfants sont également parfois laissés sans surveillance et préfèrent les pataugeoires, où des sauveteurs sont toujours présents. Gatineau doit annoncer en septembre prochain que quelques pataugeoires seront reconstruites pour répondre à la demande.



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE
Selon une évaluation de CDN-NDG, la mise aux normes d'une pataugeoire coûte trois fois plus cher que sa transformation en jeux d'eau.

Une « icône » à sauver

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Millwood a tout de la petite ville américaine paisible et sans histoire. Sauf quand vient le temps de parler de sa pataugeoire. La municipalité de 1780 âmes de l'État de Washington, sur la côte Ouest, s'est enflammée l'hiver der-

nier quand la mairie a décidé de démolir son bassin aquatique pour enfants afin de le remplacer par des jeux d'eau.

Alertés, des parents ont rapidement fait campagne pour sauver ce qui s'avère être la dernière pataugeoire de toute la région. À une époque, on en comptait une trentaine dans la

vallée de Spokane, à 460 km à l'est de Seattle, mais toutes ont aujourd'hui été remplacées par des jeux d'eau. Seul le bassin circulaire de Millwood, aménagé en 1954, a survécu.

Les parents, qui y ont pour la plupart pataugé dans leur enfance, refusent de voir disparaître ce qu'ils qualifient d'« icône » de leur ville. « Les gens veulent la garder pour des raisons historiques, il y a un attachement identitaire », dit aujourd'hui le maire Dan

Mork, surpris par le tollé qu'a suscité sa décision.

Il a finalement accepté de faire réparer la pataugeoire après que les parents se furent engagés à amasser les fonds nécessaires aux travaux. « Je croyais que c'était la meilleure décision financièrement d'aménager des jeux d'eau pour les jeunes enfants. Mais j'ai appris qu'il ne faut jamais présumer de ce qu'il y a de mieux pour les gens. Mieux vaut leur demander leur avis! »

FAITES LE PLEIN DE SENSATIONS FORTES

DU 12 AU 17 JUILLET



SITE D'ESSAI EXPÉRIENCE ULTIME

Soyez les premiers au monde à essayer nos modèles 2012. Six expériences uniques. Places limitées. Réservez au **1 855 778-7487** ou à **TOURNEEBRP.COM**.

16 ET 17 JUILLET AU PARC RENÉ-LÉVESQUE (CANAL LACHINE)

SALLE D'EXPOSITION BRP

Technologie et innovation mur à mur. Découvrez la gamme de produits BRP : les nouveaux VTT, roadsters Can-Am et véhicules côte à côte Can-Am® 2012, les motomarines et bateaux Sea-Doo® 2012, et encore plus!

UNE CARRIÈRE PASSIONNANTE CHEZ BRP, ÇA VOUS INTÉRESSE ? VENEZ RENCONTRER L'ÉQUIPE DES RESSOURCES HUMAINES SUR PLACE POUR EN SAVOIR D'AVANTAGE.

16 ET 17 JUILLET AU PALAIS DES CONGRÈS

BRP FESTIVAL D'ÉTÉ CRESCENT

Activités et spectacles, dont Sass Jordan, Michel Pagliaro et David Usher.

12 AU 16 JUILLET DANS LA RUE CRESCENT



C'EST LE PLUS GRAND ÉVÉNEMENT GRATUIT JAMAIS ORGANISÉ PAR BRP

DÉCOUVREZ TOUTE LA PROGRAMMATION À **BRP.COM**

© 2011 Bombardier Produits Récréatifs Inc. (BRP). Tous droits réservés. ®, ™ et le logo BRP sont des marques de commerce de BRP ou de ses sociétés affiliées.



CLUB
MONTRÉAL
2011

ACTUALITÉS

PLAINTES CROISÉES DE VIOLENCE CONJUGALE

Damphousse et son ex sont de retour en cour



CAROLINE TOUZIN

Tout porte à croire que l'ancien capitaine du Canadien de Montréal, Vincent Damphousse, et son ex-femme, Allana Henderson, auront chacun un procès en 2012.

Ils ont porté plainte l'un contre l'autre pour violence conjugale – ce qu'on appelle

Les deux causes étaient de retour devant le tribunal hier, au palais de justice de Montréal. Comme les tribunaux sont débordés, les deux procès ne risquent pas de débiter avant la fin de 2012.

des plaintes croisées dans le jargon judiciaire.

Pour l'instant, il n'est pas question de retirer les accusations dans l'un ou l'autre des dossiers, selon la procureure de la Couronne dans le dossier d>Allana Henderson, M^{me} Caroline Paquin. Comme les tribunaux sont débordés, les deux procès ne risquent

pas de débiter avant la fin de 2012, estime la procureure.

Les deux causes étaient de retour devant le tribunal hier, au palais de justice de Montréal. Allana Henderson a comparu en personne, mais non M. Damphousse, qui s'est fait représenter par son avocat. À cette étape du processus judiciaire, ni un ni l'autre n'était obligé de se présenter au tribunal.

« Pas le meilleur scénario »

Il n'est pas question du retrait des plaintes à ce stade-ci, a confirmé M^e Michel Dorval, avocat de M. Damphousse. « Je ne vous dis pas que c'est le meilleur scénario pour tout le monde, mais la justice va suivre son cours », a-t-il indiqué aux médias à sa sortie de la salle.

Son client est « traumatisé » par la tournure des événements. Il craint que ses deux enfants en paient le prix. Il est aussi « en état de choc » de voir que des accusations ont été portées contre lui après qu'il eut porté plainte contre son ex-conjointe, a précisé le criminaliste.

« Ce sont deux bons parents qui aiment tous les deux leurs enfants et qui ont peut-être eu un petit épisode difficile. On espère toujours que cela puisse se régler autrement que devant les tribunaux », a poursuivi M^e Dorval.

L'ancien numéro 25 du Canadien de Montréal a été



PHOTO ROBERT SKINNER. ARCHIVES LA PRESSE
Allana Henderson a comparu en personne hier, alors que Vincent Damphousse était représenté par son avocat.

accusé le premier, le 14 avril ans se seraient déroulés à Montréal entre le 1^{er} janvier 2008 et le 29 mars dernier.

L'acte d'accusation comporte six incidents distincts, dont trois survenus à la fin du mois de mars.

Allana Henderson, 40 ans, a été inculpée cinq jours plus tard, le 19 avril, d'agression armée et de vol. Les faits seraient survenus le 29 mars dernier. Elle aurait volé une valise d'une valeur de moins de 5000 \$.

Rendez-vous à l'automne

En talons hauts, vêtue d'une élégante robe noire, Allana Henderson a brièvement comparu, le temps que son avocate, M^{me} Suzanne Costom, demande à la poursuite un complément de preuve, soit des relevés de téléphone portable. M^{me} Henderson a refusé de parler aux journalistes. Elle doit retourner en cour le 27 septembre.

Quant à M. Damphousse, il devra aussi se présenter le 27 septembre, à titre de plaignant, puis le 11 octobre, cette fois à titre d'accusé.

« Ce dossier est traité comme tous les autres. La seule différence, c'est l'attention médiatique », a indiqué M^e Steeve Larivière, procureur de la Couronne dans le dossier de Vincent Damphousse.

Vincent Damphousse a joué dans la Ligue nationale de hockey (LNH) pendant 18 ans, à Montréal, Toronto, Edmonton et San Jose. Il a joué pour le Canadien de 1992 à 1999, équipe avec laquelle il a remporté la Coupe Stanley en 1993. Il a été capitaine à Montréal de 1996 à 1999. Il a pris sa retraite en 2004.

Il a été très actif dans l'Association des joueurs de la LNH. Vice-président pendant quatre ans, y compris durant le lock-out de 2004-2005, il a ensuite occupé le poste de directeur des relations d'affaires jusqu'en 2007. Depuis, il se consacre à son entreprise. Il est cofondateur et copropriétaire du spa Le Scandinave, qui a quatre adresses au Canada, dont à Mont-Tremblant et à Whistler.

INONDATIONS EN MONTÉRÉGIE

Selon SOS Richelieu, les dons aux sinistrés ont été insuffisants

LA PRESSE CANADIENNE

Les dons des Québécois à l'intention des sinistrés de la Montérégie ont été nettement insuffisants, selon Michel Fecteau, responsable de SOS Richelieu.

La Croix-Rouge canadienne et l'organisme de M. Fecteau auraient recueilli 2 millions de dollars depuis le début des inondations, en avril dernier, plus des biens d'une valeur de 600 000 \$. Par comparaison, les inondations au Saguenay avaient attiré des dons de 28 millions, a rappelé M. Fecteau.

Afin d'illustrer sa comparaison, M. Fecteau a signalé que son organisation n'avait pu stimuler la générosité en montrant une petite maison blanche sur un cap de roche où l'eau passait de chaque côté.

Il a ajouté que, en Montérégie, les dommages ont surtout été causés sous l'eau et que, lorsqu'elle s'est retirée, ils ont été bien plus considérables que prévu. Quelques milliers de Québécois ont participé aux deux corvées de nettoyage organisées sur le terrain. Les bénévoles ont été si efficaces qu'on a annulé une journée de corvée.

Michel Fecteau a relaté que Guy Laroche, ancien dirigeant militaire devenu sous-ministre adjoint à la Sécurité publique, l'avait informé que Québec entendait avoir versé au moins 50 % des compensations aux sinistrés d'ici au 27 juillet.

Les responsables de SOS Richelieu ont aussi annoncé qu'un spectacle pour les sinistrés aura lieu samedi prochain, avec une performance de Natalie Choquette, notamment.



PHOTO PATRICK SANFAÇON. ARCHIVES LA PRESSE

Michel Fecteau, responsable de SOS Richelieu, a signalé que son organisation n'avait pu stimuler la générosité des Québécois en montrant une petite maison blanche sur un cap de roche où l'eau passait de chaque côté comme on l'avait fait lors du déluge au Saguenay.

EN BREF

Noyade d'un conducteur de pelle hydraulique : la CSST blâme l'employeur

Un rapport de la CSST vient de blâmer l'entreprise Timcal Canada pour la mort d'un conducteur de pelle hydraulique en décembre 2010. Le travailleur, Éric Pilote, s'est noyé dans sa cabine après que la pelle

se fut renversée durant des travaux au fond d'une mine à ciel ouvert. Selon le rapport d'enquête, la surveillance et la supervision des travaux ainsi que certaines méthodes de travail utilisées étaient « inadéquates ». L'entreprise recevra un constat d'infraction. Selon la CSST, l'amende peut varier de 10 000 \$ à 40 000 \$ pour une première infraction de ce genre. — Daphné Cameron

CHAMBLY
Honda
CHAMBLYHONDA.COM

ST-BASILE
Honda
STBASILEHONDA.COM

HAMEL
Honda
HAMELHONDA.COM

OUVERT DU LUNDI AU JEUDI DE 9 H À 21 H ET LE VENDREDI DE 9 H À 18 H

13
AU
15
JUILLET

GRANDE VENTE
SOUS LA TENTE!

ACCORD SE BERLINE 2011
ACOMPTE INITIAL | PAIEMENT MENSUEL | LOCATION 60 MOIS | À L'ACHAT | JUSQU'À 60 MOIS

0\$ 312\$ 0,9%

ÉDITION SPÉCIALE INCLUANT...

- ✓ ROUES EN ALLIAGE DE 16 POUCES ✓ INTERFACE SANS FIL HANDSFREELINK™ BLUETOOTH™
- ✓ SIÈGE DU CONDUCTEUR RÉGLABLE EN 8 POSITIONS ✓ SYSTÈME DE SÉCURITÉ
- ✓ CHAÎNE SONORE DE PREMIÈRE QUALITÉ ✓ XM RADIO SATELLITE™ ✓ ET BEAUCOUP PLUS...

CIVIC 2012 BERLINE
ENTIÈREMENT REDESSINÉE

ACOMPTE INITIAL | PAIEMENT MENSUEL | LOCATION 48 MOIS

0\$ 213\$

LA VOITURE LA PLUS VENDUE AU CANADA!

COMMANDEZ-LA MAINTENANT!

RIDGELINE 2011
FAITES VITE ET OBTENEZ...

3000\$

D'ACCESSOIRES

GRATUITEMENT

- ✓ GARNITURE DE PARE-CHOC AVANT ET ARRIÈRE EN CHROME
- ✓ MARCHÉPIEDS LATÉRAUX TUBULAIRES EN CHROME
- ✓ CALANDRE AVANT
- ✓ PROTÈGE-FEUX ROUGES ARRIÈRE
- ✓ PORTE-BAGAGES DE TOIT ARGENT/ANODISÉ

OUVERT LE SAMEDI!

CENTRE HAMEL

450 875.1919
491.8444

GRANDE JOURNÉE D'ESSAIS ROUTIERS DE MOTOS

JEUDI LE 14 JUILLET

CENTRE CHAMBLY

VENEZ ESSAYER LA NOUVELLE CBR250R 2011, LE VFR1200 AUTOMATIQUE ET BEAUCOUP PLUS!

HAMEL Honda

332, rue Dubois, St-Eustache
450 491-8444
514 875-1919

CHAMBLY Honda

850, boul. Périgny
Chambly, Route 112
450 658-6699

ST-BASILE Honda

135, boul. Sir-Wilfrid-Laurier
St-Basile, Route 116
450 461-9999

SUIVEZ-NOUS

*Les Civic 2012 actuellement arrivés chez les concessionnaires sont pour fins de démonstration et essai routier. Les clients sont invités à venir en faire l'essai et à commander la Civic 2012 de leur choix. L'offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI) sur approbation de crédit. Cette offre porte sur la Civic berline SE manuelle 2012 (modèle F32E230). Finances de financement de 99 000 \$, taux de 0,22 % le mois, transport et préparation de 1 395 \$. Plus à l'achat pour ce véhicule : 16 385\$, taxes, assurances et immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres valables seulement pour les résidents du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le fabricant et valides sur les véhicules en inventaire seulement. Photos à titre indicatif seulement. Nevez votre concessionnaire Honda pour plus de détails. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres valables seulement pour les résidents du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le fabricant et valides sur les véhicules en inventaire seulement. Photos à titre indicatif seulement. Nevez votre concessionnaire Honda pour plus de détails.

L'impasse budgétaire persiste à Washington

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Les adversaires républicains de Barack Obama au Congrès ont accentué la pression sur le président américain hier, alors que les négociations sur le relèvement du plafond de la dette s'enlisaient à l'approche de la date butoir du 2 août.

Aucune avancée n'a été annoncée hier soir à l'issue d'une réunion de près de deux heures à la Maison-Blanche entre M. Obama et les leaders du Congrès. « On n'y est pas encore, on y travaille », a dit le numéro deux démocrate du Sénat, Richard Durbin, en rentrant au Capitole.

Plus tôt dans la journée, le chef de la minorité républicaine du Sénat, Mitch McConnell, a estimé qu'aucun accord n'était possible tant que M. Obama occuperait le bureau Oval. Le sénateur a proposé un plan de secours qui ferait porter au président et à son parti la responsabilité politique d'un relèvement du plafond de la dette, ou au contraire d'un défaut de paiement.

Selon ce texte, le Congrès donnerait au président l'autorité de réclamer le relèvement du plafond en trois fois, pour un total de 2400 milliards. Le Congrès peut dire non à ces requêtes, à charge ensuite pour le président de décider seul s'il veut apposer ou non son veto au refus du Congrès.

Ni la Maison-Blanche ni les responsables démocrates

n'avaient commenté la proposition hier soir.

Pour sa part, le président républicain de la Chambre des représentants, John Boehner, a lancé: « Où est le plan du président? Quand va-t-il jouer cartes sur table? Le relève-

Les républicains ont proposé un plan de secours qui ferait porter au président et à son parti la responsabilité politique d'un relèvement du plafond de la dette.

ment du plafond de la dette est son problème. »

Le porte-parole de la Maison-Blanche, Jay Carney, a répliqué en affirmant: « Ce n'est pas un problème démocrate, ce n'est pas un problème républicain. C'est un problème américain, et c'est quelque chose que nous devons faire ensemble. »

M. Obama a en outre évoqué, dans un entretien avec la chaîne de télévision CBS, les conséquences qu'aurait un défaut de paiement, n'excluant pas que les paiements des retraites soient suspendus à partir du 3 août. Il a aussi rappelé aux républicains que leur idole, Ronald Reagan, avait consenti à plusieurs compromis fiscaux au cours de ses deux mandats.

Le président et les républicains négocient depuis plu-

sieurs semaines un accord pour relever le plafond de la dette américaine. Les conservateurs refusent de laisser expirer des exemptions d'impôts pour les Américains les plus riches et estiment que les déficits doivent être réduits uniquement en réduisant les dépenses.

Lundi, le président a exigé des concessions de ses adversaires. M. Obama est d'accord pour tailler dans les dépenses et pourrait même tenter de réformer les grands programmes sociaux américains générateurs de déficits. Mais il souhaite aussi que les contribuables les plus aisés paient davantage d'impôts.



PHOTO KEVIN LAMARQUE, REUTERS

La pression monte sur Barack Obama pour résoudre la crise budgétaire.

Formule Groupe MC

JOUEZ EN GROUPE
et augmentez vos chances de gagner.

Détails et conditions à lotoquebec.com/formulegroupe



L'ombre de l'iPhone plane sur l'assemblée de Research In Motion

PRESSE CANADIENNE

WATERLOO, ONT. — Le co-chef de la direction de Research In Motion, Jim Balsillie, a reconnu aux actionnaires de la société, dont certains sont insatisfaits des récentes performances du fabricant du BlackBerry, que l'entreprise était confrontée à des défis au moment où elle s'appête à lancer un nouveau système d'exploitation.

M. Balsillie a également déclaré, devant un imposant auditoire lors de l'assemblée annuelle des actionnaires, hier soir, que les assises de la société étaient solides, malgré une vague de critiques et une baisse importante du prix de l'action.

Jim Balsillie et Mike Lazaridis, qui partagent les fonctions de chef de la direction et président du conseil, ont souligné que l'entreprise prévoit lancer, au cours des prochains mois, sept nouveaux téléphones intelligents BlackBerry.

Certaines personnes dans l'auditoire ont argué que les efforts de mise en marché de RIM ne faisaient pas le poids face à certains compétiteurs, notamment le géant Apple et son iPhone.

EN BREF

Regain de violence en Irlande du Nord

La tension restait vive hier à Belfast après les violents affrontements de la nuit qui ont fait 22 blessés parmi les forces de police, au moment où culmine la saison des marches protestantes en Irlande du Nord. La police a tiré des balles en caoutchouc sur environ 200 manifestants dans le quartier de Broadway, dans la partie catholique à l'ouest de Belfast, les manifestants répondant par des jets de briques et des cocktails Molotov. L'Irlande du Nord a connu il y a deux semaines les pires incidents interconfessionnels depuis plusieurs années. Les violences sont une réminiscence des « troubles » ayant fait 3500 morts en 30 ans en Irlande du Nord, avant la signature des accords de paix en 1998.

— AFP



LOTO QUÉBEC

18 ans +

ACTUALITÉS

NOUVEAU MALAISE AU PQ

Le député Bergeron assure avoir encore confiance en Marois

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Si ce n'est pas un nouvel épisode de la crise, c'est du moins un nouveau malaise au Parti québécois. Le député Stéphane Bergeron a tenu à assurer hier qu'il reste loyal à Pauline Marois. Mais il a refusé de répondre aux questions sur le sujet.

Dans un courriel privé cité par *Le Devoir*, le député de Verchères a récemment déclaré que la crise déclenchée par la démission de cinq de ses collègues avait « sérieusement miné » le « prestige » et la « crédibilité » de M^{me} Marois pour mener à bien la souveraineté. Il avoue même partager « certaines des récriminations » de Lisette Lapointe, Pierre Curzi, Louise Beaudoin et Jean-Martin Aussant.

Contre le projet de loi 204

M. Bergeron fait partie de nombreux députés péquistes opposés au projet de loi 204, destiné à protéger contre les poursuites judiciaires l'entente conclue entre la Ville de Québec et Quebecor



PHOTO FOURNIE PAR LE PARTI QUÉBÉCOIS

Dans un courriel privé cité par *Le Devoir*, Stéphane Bergeron, député de Verchères, a récemment déclaré que la crise déclenchée par la démission de cinq de ses collègues avait « sérieusement miné » le « prestige » et la « crédibilité » de M^{me} Marois pour mener à bien la souveraineté.

pour la gestion d'un nouvel amphithéâtre. Ce projet de loi privé avait été parrainé par la péquiste Agnès Maltais et appuyé par M^{me} Marois.

Dans son courriel, M. Bergeron affirme néanmoins ne pas douter de la « volonté » de sa chef de réaliser l'indépendance.

Il s'est contenté hier de « rectifier les faits » dans un communiqué de trois paragraphes. Il ne conteste pas l'authenticité du courriel, adressé à un sympathisant du Parti indépendantiste. Il dit toutefois qu'on a mal interprété sa pensée. Il a qualifié son message « d'appel à l'unité des troupes progressistes et souverainistes derrière le Parti québécois ». « J'estime que Pauline Marois a la volonté, le courage et la détermination nécessaires pour diriger le Parti québécois. Elle est la personne qu'il nous faut pour établir un lien de confiance avec les Québécoises et les Québécois, leur offrir un gouvernement fiable et honnête et, surtout, mener à bien le projet souverainiste. »

Dans son courriel, M. Bergeron parle de « l'espoir extraordinaire que susciterait l'apparition [...] d'une coalition indépendantiste et progressiste ». Elle trancherait « sérieusement avec la morosité et le cynisme ambiants ». Le militant à qui il s'adressait propose justement une telle coalition. Le député a assuré

plus tard qu'il parlait du Parti québécois. Or, de son propre aveu, le PQ n'est plus très rassembleur. Il est déserté par les militants plus à gauche ou à droite, ainsi que par les souverainistes trop mous ou trop pressés, constate-t-il. Il refuse toutefois de blâmer M^{me} Marois pour cette situation. Selon lui, ce n'est pas « simplement le fait d'une crise de leadership ».

Opportunistes?

Une coalition souverainiste n'est pas la seule option dans l'arène politique. Il y a aussi la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ) de François Legault, qui pourrait se transformer en parti politique. Après le député péquiste démissionnaire Benoît Charette, c'est maintenant au tour du bloquiste France Gagné, défait aux dernières élections, de flirter ouvertement avec le groupe de M. Legault, comme son collègue Pascal-Pierre Paillé, autre bloquiste de la région de Québec. M. Gagné croit que les souverainistes devraient faire des propositions plus « terre à terre » et assainir les finances publiques.

« Je trouve navrant que des gens opportunistes soient prêts à tout renier pour rejoindre un mouvement parce qu'il a de bons sondages », a réagi hier sur Twitter Scott McKay, critique du PQ en matière de mines. M. McKay a été chef du Parti vert de 2006 à 2008. Après avoir perdu son poste, il s'est présenté pour le PQ dans L'Assomption.

Toronto offre des indemnités de départ à 17 000 employés

LA PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Quelque 17 000 employés de la ville de Toronto se sont fait offrir des indemnités de départ volontaire dans une tentative d'amincir un budget jugé trop volumineux.

Le directeur municipal, Joe Pennachetti, a divulgué hier les détails de ce programme de réduction de la main-d'œuvre.

Il a ajouté qu'il était encore trop tôt pour connaître les coûts liés à ce programme, puisqu'on ignore encore le nombre d'employés qui s'en prévaudront.

Les employés de Toronto ont jusqu'au 9 septembre pour manifester leur intérêt.

Les travailleurs visés par cette annonce, syndiqués, non syndiqués et cadres confondus, se sont tous fait offrir jusqu'à six mois de salaire. M. Pennachetti a toutefois indiqué que ce n'est pas le cas des policiers, des travailleurs du secteur des transports et des bibliothèques.

Le budget de Toronto pour

l'année 2012 accuse un déficit de 775 millions de dollars et le maire Rob Ford a affirmé que les réductions dans les dépenses seraient l'une de ses priorités.

Ces offres d'indemnités surviennent dans la foulée d'une révision des principaux services municipaux, alors que des consultants ont examiné les différents départements et ont ciblé des secteurs où des millions de dollars pourraient être épargnés.

Plus tôt en journée, M. Ford avait souligné l'importance de la réduction des dépenses, soutenant que les salaires représentaient une partie importante du budget de la Ville.

« Nous avons trop d'employés à l'hôtel de ville. Et nous devons trouver des moyens pour leur soumettre des offres leur permettant d'aller de l'avant ou les incitant à le faire », a-t-il expliqué.

« Nous ne pouvons plus nous permettre d'avoir 53 000 employés. Nous avons une main-d'œuvre trop importante », a plaidé M. Ford.

Compressions de 5 % en vue à Radio-Canada

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Radio-Canada doit s'attendre à subir des compressions d'au moins 5 % dans le prochain budget fédéral, a indiqué le ministre du Patrimoine canadien, James Moore, lors d'une entrevue à la CBC.

« Radio-Canada doit faire sa part. L'idée que Radio-Canada ne puisse pas faire pour 5 % d'économies pour contribuer à notre plan économique global est ridicule (silly) », a indiqué le ministre, tout en écartant

l'idée de privatiser le diffuseur public qui reçoit une contribution annuelle de 1,1 milliard de dollars du gouvernement fédéral.

James Moore a précisé que ces compressions étaient semblables à celles que subiront tous les organismes fédéraux, à l'exception de ceux du secteur de la santé et ceux œuvrant pour les aînés. « Tout le monde, incluant Radio-Canada, doit participer à cette réduction des coûts et trouver 5 % ».

La fermeture de deux centres de sauvetage soulève un tollé

STÉPHANIE MARIN
LA PRESSE CANADIENNE

Le transfert dans d'autres provinces des centres de coordination de recherche et de sauvetage de Québec et de Saint-Jean, à Terre-Neuve, ne tient pas compte de l'importance de la langue et de la connaissance de la géographie locale quand il est temps de sauver des vies, a dénoncé hier le Parti libéral.

La fermeture des deux centres fait en sorte que les appels de détresse en provenance de ces deux secteurs seront désormais reçus et traités à Trenton, en Ontario, ou à Halifax, en Nouvelle-Écosse.

Les libéraux estiment que ces fermetures prévues en 2012 mettent la vie des citoyens en danger et demandent à Ottawa de revoir sa décision.

Selon eux, les répartiteurs de Québec et de Saint-Jean possèdent non seulement une connaissance détaillée de la géographie de la région et des prononciations des noms des petites localités, mais aussi de la langue et des dialectes qui y sont parlés.

Au Québec, le centre de coordination dessert une bonne partie du fleuve Saint-Laurent, et les libéraux craignent que le manque de répartiteurs parlant bien le français puisse entraîner des retards dans les temps de réponse, alors que chaque seconde compte lors d'accidents.

Et l'on ne peut pas courir de risque avec la sécurité de gens, a déclaré le député libéral Stéphane Dion en entrevue avec *La Presse Canadienne*.

« Ce n'est pas suffisant de parler français. Il faut parler français de façon à comprendre ce que les gens vous disent lorsqu'ils sont en panique et qu'ils cherchent leurs mots », a expliqué M. Dion.

Sans compter que la connaissance du fleuve et de ses dangers est essentielle, fait-il valoir.

« La navigation sur le fleuve peut être très traître », a-t-il expliqué. « Les gens de Trenton ne connaissent pas les marées à Portneuf, par exemple. Il faut connaître ça à fond », juge-t-il.

Il a illustré ses propos à l'aide de ses amis, partis admirer en bateau les feux d'artifice lors du festival à Montréal. Après le spectacle, ils ont heurté une bouée et en appelant à l'aide, ignorant où ils se trouvaient, n'ont pu qu'indiquer qu'ils pouvaient apercevoir le mât du Stade olympique, a relaté M. Dion. Mais la répartitrice de

Le Parti libéral estime que ce transfert ne fera économiser que peu d'argent à Ottawa et que les risques potentiels n'en valent pas la peine.

Pour sa part, le gouvernement conservateur assure que les nouvelles technologies permettent de fusionner les centres d'appels sans mettre en danger la sécurité des Canadiens.

Une porte-parole de Keith Ashfield, ministre des Pêches et des Océans, a fait savoir que les communications et la connaissance de la géographie ne seront pas affectées par la décision.

Erin Filliter soutient que les appels d'urgence vont continuer à être reçus localement par cinq centres de communication marine à Terre-Neuve-

« De Cornwall à Rivière-du-Loup, ça va être le centre de Trenton. De Rivière-du-Loup à Blanc-Sablon, ça va être Halifax. Ça va rendre les choses extrêmement complexes. » — Stéphane Dion, député libéral

Québec a tout de suite compris que cette information n'était pas utile, puisque la tour peut être vue d'à peu près n'importe où à Montréal. Elle aurait donc posé d'autres questions, parvenant finalement à localiser les naufragés.

« Ça m'apparaît difficile d'avoir cette familiarité à partir de Trenton ou d'Halifax », relève le député fédéral.

Il explique que le Québec « sera coupé en deux » par la décision d'Ottawa.

« De Cornwall à Rivière-du-Loup, ça va être le centre de Trenton. De Rivière-du-Loup à Blanc-Sablon, ça va être Halifax. Ça va rendre les choses extrêmement complexes », a-t-il poursuivi.

et-Labrador, et par un réseau similaire au Québec qui inclut la Gendarmerie royale du Canada. L'information sera ensuite relayée aux centres de coordination qui vont envoyer sur le terrain les ressources nécessaires, affirme-t-elle.

Quant au ministre fédéral des Transports, Denis Lebel, il s'est fait questionner hier à ce sujet au cours d'un point de presse sur un autre sujet.

« Le gouvernement du Canada s'assure de donner des services sécuritaires et les plus complets possible à la population en respectant le mandat budgétaire que nous avons, qui est celui de rééquilibrer le budget du pays », a fait valoir M. Lebel.

Dernière sortie spatiale

MATHIEU PERREAULT

Les astronautes d'*Atlantis* ont fait hier la dernière sortie spatiale à partir d'une navette. Ils ont notamment installé le matériel d'une expérience canado-américaine qui permettra de mettre au point la troisième génération du bras robotique canadien.

« Tout a très bien été », a dit Mathieu Caron, missionnaire sur appel de la mission, joint à Saint-Hubert. « Tous les objectifs principaux ont été atteints. Les astronautes n'ont pas pu entamer la liste de tâches à faire si les objectifs principaux sont atteints plus

rapidement que prévu, mais c'est normal. »

La mission de ravitaillement robotique qu'ont installée les astronautes est maintenant amarrée à la plateforme de rangement temporaire de *Dextre*, le bras canadien de la station spatiale. En août, les amarres qui retiennent des portions fragiles de l'expérience seront enlevées, mais les premiers tests n'auront pas lieu avant 2012. Il s'agit de vérifier si *Dextre* est capable de manipuler les valves et les pièces d'un satellite non conçu pour un ravitaillement robotique.

Si tout se passe bien, la troisième génération du bras cana-

dien pourrait être en service dès 2013. Cela pourrait donner accès à un marché lucratif puisqu'un ravitaillement ou une réparation robotique peut prolonger la vie des satellites commerciaux et faire économiser les millions de dollars que coûte leur remplacement. Les navettes spatiales ont réparé plusieurs satellites — le télescope spatial *Hubble*, à lui seul, a eu cinq visites de la navette depuis son lancement, en 1990.

Atlantis suit à la lettre son calendrier. Comme aucun problème n'est apparu, la NASA a décidé lundi de prolonger la mission d'une journée pour que l'équipage puisse aider à l'installation du cargo qu'*Atlantis* a livré à la station. *Atlantis* se détachera de la station lundi prochain et doit atterrir le 21 juillet.

AUBAINES ESTIVALES

UNE SECTION SPÉCIALE À LIRE DANS LE CAHIER ARTS ET SPECTACLES

ce vendredi dans **LA PRESSE**

MONDE



PHOTO SANG TAN, ASSOCIATED PRESS

L'apparition publique de Julian Assange, fondateur de WikiLeaks, a provoqué une commotion médiatique hier à Londres. Des touristes ont même pris sa photo du haut d'un autobus à impériale alors qu'il se frayait un chemin jusqu'à un taxi.

WIKILEAKS

Assange de retour devant les tribunaux

Après un premier revers en février, Julian Assange, fondateur de WikiLeaks, entame une seconde manche judiciaire pour bloquer son extradition vers la Suède.

MALI ILSE PAQUIN
COLLABORATION SPÉCIALE

LONDRES — Le plaidoyer des avocats de Julian Assange se lisait comme un thriller érotique, hier matin, à la Haute Cour de Londres. Les termes «pénis», «érection» et «pénétration» ont été prononcés des dizaines de fois sous les voûtes gothiques de la salle n° 4, où Julian Assange tentait de faire casser la décision de la justice britannique d'autoriser son extradition vers la Suède.

La justice suédoise désire l'interroger au sujet de plaintes d'agressions sexuelles et de «viol léger» déposées par deux femmes en août 2010.

Son avocat, Ben Emmerson, a tenté d'invalider le mandat d'arrêt international au motif que les témoignages des plaignantes sont moins incriminants.

Dans le cas de l'allégation de «coercition sexuelle», selon laquelle Julian Assange aurait tenté d'avoir une relation sexuelle avec la première plaignante en l'immobilisant avec son poids, il a fait remarquer: «Après un certain temps, Assange lui a demandé pourquoi elle résistait. Elle a répondu qu'elle voulait qu'il mette un préservatif. Il a alors lâché ses bras pour obtenir.»

Quant au «viol léger», qui se serait produit, sans protection, pendant le sommeil de la seconde femme, l'avocat de la firme Matrix Chambers a souligné que la plaignante n'avait pas mis un terme au coït après s'être réveillée.

«Elle a senti qu'il était trop tard pour arrêter et a consenti à ce que la

relation se poursuive, a-t-il expliqué. Comment la justice suédoise a-t-elle pu croire qu'un crime avait été commis?» La conduite sexuelle d'Assange avait tout au plus «repoussé les limites» de ce que les plaignantes jugeaient acceptable.

La défense a également insisté sur le fait que l'objectif du mandat d'arrêt, «extrêmement trompeur», n'était pas d'inculper Assange, mais de l'interroger, ce qui peut se faire à distance.

Contrairement à son habitude, Julian Assange n'a pas fait de discours enflammé à la sortie du tribunal. Ce changement d'attitude coïncide avec l'embauche de nouveaux avocats moins colorés, dont la sommité Gareth Peirce, incarnée par Emma Thompson dans le film *In the Name of the Father* en 1994.

«Grand risque» d'extradition

Julian Assange craint d'être livré à la justice américaine s'il est extradé en Suède. Un de ses avocats, Björn Hurtig, a même prévenu, hier à Stockholm, peu avant le début de l'audience à Londres, qu'il y avait «un grand risque» que son client soit extradé. La majorité des experts croient aussi qu'Assange a peu de chances de remporter sa bataille judiciaire compte tenu des ententes de réciprocité entre la Grande-Bretagne et la Suède.

L'apparition du grand blond a provoqué une commotion médiatique dans la capitale. Des touristes ont pris sa photo du haut d'un autobus à impériale alors qu'il se frayait un chemin jusqu'à un taxi.

Ses infatigables supporters étaient au rendez-vous. Mary Eng, Californienne qui croit que l'affaire est un complot, a expliqué: «Karl Rove, ancien conseiller de George W. Bush, est un ami du premier ministre suédois, Fredrik Reinfeldt.»

Aujourd'hui, ce sera au tour de la procureure de la Suède de plaider. Le jugement ne sera pas rendu avant quelques semaines.

Scandale des écoutes en Grande-Bretagne

Une commission parlementaire veut entendre Rupert Murdoch

D'APRÈS L'AFP

LONDRES — Une commission parlementaire britannique a demandé hier à entendre le magnat australo-américain Rupert Murdoch, propulsé en première ligne dans l'affaire des écoutes pratiquées par son groupe de presse, qui soulève une tempête politico-médiatique en Grande-Bretagne.

Les députés membres de la commission des médias à la Chambre des communes souhaitent interroger aussi l'un des fils Murdoch, James, ainsi que Rebekah Brooks, respectivement président et directrice générale de News International, la filiale britannique de l'empire transnational News Corp.

«Ils ont trompé le pays et leurs lecteurs, je crois qu'il incombe aux députés de savoir de quoi il retourne», a déclaré le travailliste Tom Watson, membre de la commission. Un porte-parole a laconiquement indiqué que News International était «prêt à coopérer».

Inquiétude aux États-Unis

Débarqué dimanche des États-Unis pour tenter de désamorcer l'affaire des écoutes, Rupert Murdoch, 80 ans, a brusquement fermé le même jour le tabloïd *News of the World* (NOTW), qui a vécu et péri par le scandale. Les accusations de pratiques illégales du journalisme s'étendent désormais à



PHOTO ANTHONY BOLANTE, REUTERS

Le magnat de la presse Rupert Murdoch.

deux des trois autres titres de News International – *The Times* est épargné.

Le président de la commission du commerce au Sénat américain a demandé hier qu'une enquête soit ouverte pour déterminer si le groupe de presse de Murdoch a aussi contrevenu à la loi aux États-Unis.

«Je suis inquiet à l'idée que le scandale des écoutes pratiquées à Londres par News Corp ait pu toucher les victimes du 11-Septembre ou d'autres Américains. Si c'est le cas, les conséquences seront graves», a déclaré Jay Rockefeller, élu démocrate.

Hier, plusieurs actionnaires américains ont radicalisé leur plainte portée en mars contre News Corp en dénonçant «une longue histoire d'abus» entachée de népotisme.



RAJEUNISSEMENT DU CORPS CHEZ PHOTODERMA

ÉCONOMISEZ

50%

250\$

VALEUR DE ~~500\$~~



COMMENT **LERENARD.CA** PEUT VOUS FAIRE ÉCONOMISER JUSQU'À 75%

1. **VISITEZ** www.lerenard.ca
2. **DÉCOUVREZ** nos offres sur des produits et services de qualité
3. **ACHETEZ** sans soucis et en toute sécurité
4. **PARTAGEZ** avec vos amis et économisez encore plus
5. **ÉCHANGEZ** votre coupon chez le commerçant

LE RENARD.CA
LE SITE DES ACHATS FUTÉS

une exclusivité **cyberpresse.ca**

OBTENEZ CETTE OFFRE DÈS MAINTENANT SUR WWW.LERENARD.CA

QUANTITÉ ET DURÉE LIMITÉES

OFFRE SPÉCIALE

Découvrez **COUP de POUCE**

Le vrai magazine pratique
qui vous simplifie la vie.

RECEVEZ
1 NUMÉRO
D'ESSAI
GRATUIT!

Réservez votre
NUMÉRO GRATUIT

en composant le

1-877-687-7529

OU

en ligne :

www.coupdepouce.com/journal

Chaque mois,
Coup de pouce
propose une foule
d'informations utiles
qui simplifient la vie.

- Cuisine
- Mieux-vivre
- Mode et beauté
- Santé et vitalité
- Décoration
- ... et plus encore



MONDE

LE TOUR DU GLOBE

ISRAËL

Militants expulsés

Israël a expulsé hier 42 défenseurs de la cause palestinienne détenus depuis leur arrivée, jeudi dernier, à l'aéroport Ben-Gourion, à Tel-Aviv. Les 14 derniers militants interpellés devraient être expulsés aujourd'hui. Israël est parvenu à bloquer des centaines de militants, dont un grand nombre de Français, qui voulaient se rendre en Cisjordanie occupée.

— AFP

ONU

Conflits armés : protéger les enfants

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté hier à l'unanimité une résolution visant à protéger les enfants dans les conflits armés et appelant à juger ceux qui utilisent des enfants ou abusent d'eux lors de conflits. Le ministre des Affaires étrangères allemand, Guido Westerwelle, qui présidait le Conseil de sécurité, a souligné qu'il fallait un régime de sanctions contre ceux qui commettent ces crimes. — AFP

NORVÈGE

Mollah inculpé

Le mollah Krekar, fondateur du groupe islamiste kurde irakien Ansar al-Islam, a été inculpé hier pour « appel au terrorisme contre un représentant de l'État » après avoir proféré des menaces de mort contre la dirigeante du Parti conservateur Erna Solberg. Considéré comme une menace pour la sécurité de la Norvège, le mollah s'est souvent illustré en prônant le djihad (guerre sainte) en Irak.

— AFP

LE CHIFFRE DU JOUR

188

Une Sud-Coréenne a passé hier son 188^e jour de suite juchée sur une grue géante pour protester contre la suppression massive d'emplois dans un chantier naval. Kim Jin-suk, 52 ans, est perchée dans la grue haute de 35 m depuis le mois de janvier, dans la ville de Busan. Elle envoie des messages sur Twitter grâce à une pile solaire. — AFP



PHOTO LEE JAE-WON, REUTERS
Kim Jin-suk dans sa grue.

Aubry contre la machine à rumeurs

Ciblée par une campagne de désinformation, la socialiste française hausse le ton



MARC THIBODEAU
PARIS

Si l'on en croit ce qui se raconte sur l'internet, Martine Aubry souffre d'un cancer, est alcoolique et vit depuis plusieurs années avec un avocat intégriste acquis à « l'islamisation » de la France.

Or, la réalité est bien différente, et l'intéressée a décidé de stopper la machine à rumeurs. « Il y a un moment où, dans une démocratie, il faut arrêter un certain nombre de pratiques », a dit M^{me} Aubry, qui aspire à représenter le Parti socialiste à l'élection présidentielle du printemps 2012.

Par la voix de son avocat, elle a envoyé récemment des mises en demeure à plusieurs sites qui relaient des faussetés à son sujet. Ceux qui refuseront de rectifier le tir seront poursuivis en diffamation, a-t-elle assuré.

Selon le *Journal du dimanche*, Martine Aubry s'est aussi adressée personnellement à deux représentants de la droite qui ont, selon elle, cherché à propager des rumeurs sans fondement. L'un serait un ancien préfet aujourd'hui en poste à l'Élysée, et l'autre aurait été ministre sous Jacques Chirac.

Bien qu'elle n'ait pas ouvertement ciblé la droite, M^{me} Aubry a prévenu qu'elle disposait « d'informations précises sur tout cela » et pourrait éventuellement divulguer des noms.

Le porte-parole du Parti socialiste, Benoît Hamon, a aussi suggéré que le gouvernement actuel jouait un rôle dans la propagation des rumeurs. « On nous avait promis une campagne redoutable ; on ne suivra pas ceux qui veulent entraîner la campagne présidentielle sur ce terrain-là », a-t-il prévenu.

Les ténors de la droite n'ont pas du tout apprécié ces allu-



PHOTO MICHEL SPINGLER, ASSOCIATED PRESS

La chef socialiste Martine Aubry est victime de ce que le premier ministre François Fillon a qualifié de « campagne de caniveau » visant à la discréditer.

sions. Hier, le premier ministre, François Fillon, a assuré en entrevue à Europe 1 que la majorité n'avait « rien à voir » avec les « rumeurs détestables » sur Martine Aubry. Il s'est dit outré que l'on puisse

droite qui critiquent depuis des années la dirigeante socialiste, notamment ses actions à titre de mairesse de Lille.

Ces sites font aussi grand cas du fait que le mari de M^{me} Aubry, Jean-Louis

clairement contre la burqa, mais c'est l'honneur d'un avocat que de faire en sorte qu'un individu ait toujours quelqu'un pour le défendre », a-t-il expliqué.

Les auteurs du site nationaliste *Riposte laïque*, qui critique vertement Martine Aubry « pour sa connivence avec les islamistes », se sont félicités de sa sortie publique sur les rumeurs. Ils assurent qu'ils ne propagent que des faits et qu'ils ne se laisseront pas intimider par les menaces de la candidate socialiste, qu'ils présentent comme l'une des « pires adversaires de notre modèle républicain, laïque, social et civilisationnel ».

L'éditorial est accompagné d'une caricature représentant une Martine Aubry voilée qui menace de « faire un procès » au prochain qui l'accuse d'être « copine avec les islamistes ».

« On nous avait promis une campagne redoutable ; on ne suivra pas ceux qui veulent entraîner la campagne présidentielle sur ce terrain-là. »

— Benoît Hamon, porte-parole socialiste

imaginer que le gouvernement participe à une « campagne de caniveau » contre un adversaire politique alors que les élus sont « concentrés sur la gestion du pays, sur les débats ».

Selon une enquête du *Monde*, la plupart des rumeurs émanent de sites d'extrême

Brochen, a défendu en 2003 un groupe de lycéennes qui étaient menacées d'expulsion parce qu'elles portaient le voile, ainsi qu'un membre d'un gang islamiste. L'avocat s'est déjà expliqué à ce sujet dans les médias il y a quelques années. « Je suis contre le voile et encore plus

SYRIE : PARIS SERMONNE L'ONU

La France veut que le Conseil de sécurité de l'ONU passe à l'action sur la Syrie, condamnant son « silence » sur les sanglantes répressions dans ce pays. Washington n'hésitant plus de son côté à mettre en cause « la légitimité » du président Bachar al-Assad. Le pouvoir syrien a à cet égard vigoureusement condamné hier les déclarations faites la veille par la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton, qui a affirmé, pour la première fois en quatre mois de violences en Syrie, que Bachar al-Assad avait « perdu sa légitimité ».

— AFP



PHOTO GIUSEPPE ARESU, AGENCE FRANCE-PRESSE
Karima El Mahroug affirme qu'elle accouchera d'un garçon en décembre.

ITALIE

La femme au centre du Rubygate dit être enceinte

D'APRÈS L'AFP

ROME — La jeune Marocaine Karima El Mahroug, alias Ruby, à l'origine du scandale Rubygate qui vaut un procès au chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi pour recours à la prostitution de mineure, a affirmé hier être enceinte.

« En décembre prochain, je serai maman. Ce sera un garçon, la forme de mon ventre ne laisse pas de doute », a-t-elle dit, en évoquant son avenir avec son fiancé Luca Rizzo, dans une entrevue à paraître dans l'hebdomadaire *Chi*.

« Notre fils va naître en

Italie, puis on va se marier et on ira vivre à l'étranger », a-t-elle ajouté dans cet entretien à l'hebdomadaire qui appartient à la galaxie des médias détenus par le groupe Mondadori, propriété de la famille Berlusconi.

Faveurs sexuelles en tant que mineure

Ruby avait déjà annoncé au début de l'année, en février, qu'elle allait se marier « dans trois semaines ».

Dans le procès Rubygate, Silvio Berlusconi est accusé d'avoir payé à une dizaine de reprises les prestations sexuelles de Ruby entre février et mai 2010, alors

qu'elle était mineure, un délit passible de trois ans de prison en Italie. Tous deux nient avoir eu des rapports sexuels.

Le chef du gouvernement est également poursuivi pour avoir fait pression sur la police milanaise afin qu'elle libère Ruby, arrêtée pour vol.

Il a expliqué par la suite être intervenu pour éviter un incident diplomatique, croyant que la jeune Marocaine était la nièce de l'ex-président égyptien Hosni Moubarak.

La prochaine audience de ce procès est prévue lundi prochain à Milan.

MEURTRE DE RAFIC HARIRI

Quatre suspects recherchés

Un pas de plus a été franchi au Liban pour faire la lumière sur l'assassinat du premier ministre Rafic Hariri. Le Tribunal spécial sur le Liban, après avoir examiné la preuve déposée par le procureur Daniel Bellemare, vient de délivrer des mandats d'arrêt internationaux contre quatre suspects. Cinq choses à savoir sur la démarche juridique en cours.

Le crime

Le 14 février 2005, le premier ministre Rafic Hariri est tué avec 21 autres personnes quand une camionnette explose au passage de son convoi blindé sur la route du bord de mer, à Beyrouth.

Le mobile

Les regards se sont vite tournés vers la Syrie et la milice chiite Hezbollah. Peu avant son assassinat, Rafic Hariri avait fait part de son intention de renvoyer les troupes militaires syriennes présentes au Liban depuis près de 30 ans. Il avait aussi déclaré vouloir désarmer le Hezbollah, très présent dans le sud du pays. Après l'assassinat de Rafic Hariri, son fils, Saad, avait ouvertement accusé la Syrie du meurtre avant de renouer avec le pays lors de son propre passage à la tête du gouvernement libanais, entre 2009 et juin dernier.

Le tribunal

En 2007, à la demande du Liban, les Nations unies créent le Tribunal spécial sur le Liban pour faire la lumière sur l'assassinat de Rafic Hariri et d'autres personnes. Le 30 juin, le juge de la mise en état, Daniel Fransen, a confirmé un acte

d'accusation préparé par le procureur Daniel Bellemare, ancien sous-procureur général adjoint du Canada. Cette confirmation signifie que le juge a estimé qu'il y avait suffisamment de preuves pour porter des accusations, mais il ne s'agit en rien d'un verdict de culpabilité. L'acte d'accusation ainsi que les mandats d'arrêt ont été transmis aux autorités libanaises. Lundi, le Tribunal a demandé à Interpol de transmettre ces mandats d'arrêt à tous les États.

Les suspects

L'identité des suspects reste officiellement confidentielle pour le moment, dit Martin Youssef, du bureau du Tribunal spécial sur le Liban, situé à La Haye, aux Pays-Bas. « Le Liban a maintenant 30 jours ouvrables pour informer le président du Tribunal des efforts faits pour arrêter les suspects. Après ces 30 jours, l'acte d'accusation deviendra public. » Cependant, les médias libanais ont récemment révélé l'identité des suspects avant que Beyrouth ne la confirme. Il s'agit de Moustafa Badreddine, Salim Ayyash, Assad Sabra et Hussein Anaiss, tous liés au Hezbollah. Le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a indiqué que ces hommes



Deux soldats de l'ONU photographient un portrait de Rafic Hariri à proximité de sa tombe, à Beyrouth.

PHOTO HUSSEIN MALLA, ASSOCIATED PRESS

« ont un passé honorable dans la lutte contre l'occupation » israélienne.

La traque

Personne n'a encore été arrêté. Le bras politique du Hezbollah, qui dirige le gouvernement libanais depuis juin, a promis de « coopérer avec le Tribunal » dans un message qui a « préoc-

cupé » la France parce qu'il semblait mettre en doute l'impartialité de l'instance. Moins subtil que le premier ministre, le chef Nasrallah a accusé le Tribunal de vouloir « entraîner le Liban dans les querelles ou la guerre civile ». Le « parti de Dieu », qui a déjà menacé de « couper la main » de ceux qui arrêteraient ses sympathisants, a prédit que jamais les

suspects ne seront pris. « Ils ne peuvent ni les trouver ni les arrêter en 30 jours ou en 60 jours, ni en 1 an, 2 ans, 30 ans ou 300 ans », a déclaré Hassan Nasrallah. Si les suspects ne sont pas arrêtés après 30 jours d'appels publics, un procès pourra toutefois être entrepris en leur absence.

— Textes Judith Lachapelle

AFGHANISTAN

Le demi-frère du président assassiné

AGENCE FRANCE-PRESSE

KANDAHAR — Le controversé Ahmed Wali Karzaï, demi-frère du président afghan Hamid Karzaï et homme fort du sud du pays, a été tué hier chez lui à Kandahar, un assassinat aussitôt revendiqué par les rebelles talibans.

Le meurtre de cet homme, accusé notamment de corruption et de trafic de drogue, est un sérieux revers pour Kaboul, tant il était un indéfectible soutien de son demi-frère dans cette région instable et stratégique où les forces de l'OTAN tentent de repousser les rebelles talibans.

Ahmed Wali Karzaï, jeune demi-frère de chef de l'État et chef du conseil provincial de Kandahar, a été abattu en fin de matinée dans sa résidence très sécurisée, a annoncé le porte-parole des autorités provinciales, Zalmay Ayoubi.

M. Karzaï a lui-même confirmé la mort de son demi-frère, lors d'une conférence de presse avec son homologue français Nicolas Sarkozy, en

visite-surprise en Afghanistan, où il a annoncé le retrait d'un millier de soldats, soit un quart des troupes françaises dans le pays, d'ici la fin 2012.

« Chaque famille afghane a souffert de cela » (la mort violente d'un proche), a expliqué M. Karzaï, à qui M. Sarkozy a présenté ses condoléances.

Un « succès » pour les talibans

Un porte-parole des talibans joint par l'AFP, Yousuf Ahmadi, a revendiqué l'assassinat, qu'il a salué comme l'un « des plus grands succès » des rebelles depuis la reprise de leurs offensives au printemps.

M. Ahmadi a affirmé que le meurtrier de Wali Karzaï, nommé Sardar Mohammad, avait été chargé de l'assassinat par les talibans.

Le général Abdul Raziq, le chef de la police de Kandahar, a confirmé l'identité de l'assassin, chef d'une garde privée de la famille Karzaï.

« Sardar Mohammad était responsable depuis sept ans de la sécurité du secteur de Bala Karz », dans la ville de

Kandahar, où vivent essentiellement des membres de la famille Karzaï et des proches, a-t-il expliqué.

« Il avait toute la confiance de la famille Karzaï. Vers 11 h, il est entré chez Ahmed Wali Karzaï, a demandé à le rencontrer [...] Comme il était digne de confiance, les gardes du corps l'ont laissé entrer dans son bureau. »

« Quelques instants après, les gardes du corps ont entendu des coups de feu. En entrant, ils ont trouvé Wali Karzaï touché à la tête et à la poitrine et baignant dans son sang [...] Il est mort sur place », a ajouté le général Raziq, précisant que l'assassin avait été abattu par les gardes du corps.

Le mobile du meurtrier est pour l'heure inconnu, a expliqué à l'AFP un haut responsable du ministère de l'Intérieur ayant requis l'anonymat.

Le président Karzaï est arrivé hier soir à Kandahar, où il participera ce matin, au côté d'une importante délégation ministérielle, aux funérailles de son demi-frère.



Ahmed Wali Karzaï a été abattu dans sa résidence très sécurisée.

PHOTO ANJA NIEDRINGHAUS, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

EN BREF

Somalie : des installations secrètes de la CIA ?

L'agence de renseignement américaine utilise un complexe secret en Somalie, ainsi qu'une prison située dans la capitale Mogadiscio, pour mener à bien des activités en matière d'antiterrorisme, a assuré hier le magazine *The Nation*. La CIA disposerait d'un « vaste complexe clos » sur la côte de l'océan Indien. *The Nation* indique que la CIA cherche à mettre sur place « une force d'attaque autochtone capable de mener des attaques furtives » contre les insurgés islamistes shebab liés à Al-Qaïda. — Agence France-Presse

Résultats des tirages du 2011-07-12

LOTO QUÉBEC

2 4 6 8 R

Quotidien 544 03 08 25 13 19 27

Triplex 03 08 25 13 19 27

Astro Jour - Mois - Année - Signe 25 AOÛT 45 VERSEAU

banco 05 11 20 21 27 31 35 39 43 44 46 52 53 54 58 62 64 65 67 69 3762550

Extra

LOTTO 649

CE SOIR, 40 000 000 \$ (approximatif)

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Vêtements sport 14+

www.sportiveplus.com

VENTE FIN DE SAISON

Jusqu'à 60% de rabais

à partir du 16 juillet

sportiveplus

facebook

Fabriqué au Québec

Ouvert du lundi au samedi

MONTRÉAL 5259, St-Laurent 514.272.8791

SAINT-LAMBERT 474, av. Victoria 450.812.6987

QUÉBEC 3186, ch. Ste-Foy 418.614.8799

LAVAL 1962, Le Corbusier 450.934.8791

ENTREPÔT, ST-CLET 297, Cité des Jeunes 450.456.3530

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

L'autre crise



MARIO ROY

mroy@lapresse.ca

Avec, en toile de fond, le sabordage du *News of The World*, l'hebdo britannique à grand tirage vieux de 167 ans, une autre crise médiatique émerge. Elle met en cause, non pas l'économie des médias mise à rude épreuve par les plateformes numériques, mais bien leurs contenus.

Plus précisément: les fondements éthiques et moraux sur lesquels repose le travail du journaliste.

Après la «foxification» et la «wikileasation» de leurs contenus, que deviendront les médias?

L'affaire *News of The World* amène la condamnation d'un «format» journalistique, celui de la presse à scandales dans sa version extrême. Mais la crise est beaucoup plus large. Ainsi, au Québec, un journaliste du réseau CTV vient de démissionner avec fracas – fait rare dans le métier – en invoquant le cadre éthique à l'intérieur duquel il devait travailler.

S'il fait aujourd'hui les manchettes, le jaunisme d'une certaine presse britannique n'est pourtant qu'anecdotique. Les vraies tendances lourdes de la pratique du journalisme sont autres.

Il y en a deux. La première est un nouveau dosage des contenus en vertu duquel la narration des faits est dorénavant écrasée par l'expres-

sion des opinions. C'est ce que décrit l'une des publications les plus rigoureuses au monde, *The Economist*, en qualifiant ce phénomène de «foxification» des contenus. La chaîne américaine Fox News a en effet imposé la prédominance du point de vue sur le reportage... en penchant dans son cas à droite, mais la «foxification» de gauche est au moins aussi courante.

La seconde tendance consiste en un déboulonnage de la notion d'objectivité, laquelle fut pourtant un phare pour des générations de journalistes. Or, elle est de plus en plus remplacée par la notion de transparence. C'est ce que nous appellerons la «wikileasation» de l'information, en référence à l'œuvre de Julian Assange. Il est le nouveau héros de la classe médiatique, comme le furent jadis les Bernstein-Woodward, grands amateurs de faits et d'objectivité...

Or, ces «progrès» nous semblent problématiques, en particulier dans le second cas.

Car si l'opinion ne peut faire autrement que de véhiculer une certaine quantité de faits, ne serait-ce que pour se légitimer, la destitution de l'objectivité au profit de la transparence serait, pour le métier, une perte nette. Et une grosse.

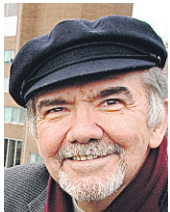
Certes, l'objectivité «pure» n'existe pas, comme l'ont souligné des hordes de journalistes engagés – en général plus engagés que journalistes... Mais elle est un objectif et un idéal irremplaçables. La boulimie de transparence, elle, est en bonne partie une réaction épidermique et populiste à la perte de confiance à l'endroit des pouvoirs et des institutions. Elle ne peut servir ni de phare ni d'idéal. Poussée à l'extrême, elle peut même devenir presque répugnante.

N'y a-t-il jamais eu plus ambitieuse recherche de totale transparence, en effet, que celle à l'origine des manchettes scabreuses de *News of The World*?

OPINION

La mèche est éventée

JEAN-FRANÇOIS COUTURE



L'auteur est motocycliste. Il réside à Sainte-Thècle, en Mauricie.

Il aura malheureusement fallu que quatre motos conduites par des pilotes d'âge plus que mûr se fassent faucher par un conducteur encore plus mûr et ayant quitté sa voie pour que la mèche soit éventée.

Jean-Marie de Koninck, cet éminent «chiffrologue» qui terrorise les divers ministres des Transports du Québec depuis des années avec ses statistiques, a finalement lâché le

Si c'est surtout la faute de l'automobiliste, pourquoi m'en coûte-t-il trois fois plus cher pour immatriculer ma vieille moto que ma voiture?

morceau. «Dans la majorité des accidents impliquant une moto et un autre véhicule à moteur, c'est la faute du conducteur et non pas du motocycliste», affirme-t-il dans *La Presse* de lundi dernier.

Mais alors, comment se fait-il qu'il m'en coûte presque trois fois plus cher pour immatriculer ma vieille Gold Wing que ma voiture? Et encore, dans ce calcul, je ne tiens pas compte d'une autre affirmation de M. de Koninck qui dit que «les motos ne sont là que cinq mois par année», car cela ferait six fois plus cher. Alors, ne suis-je pas plus dangereux au volant de ma voiture qu'aux guidons de ma moto, au moins durant ces cinq mois?

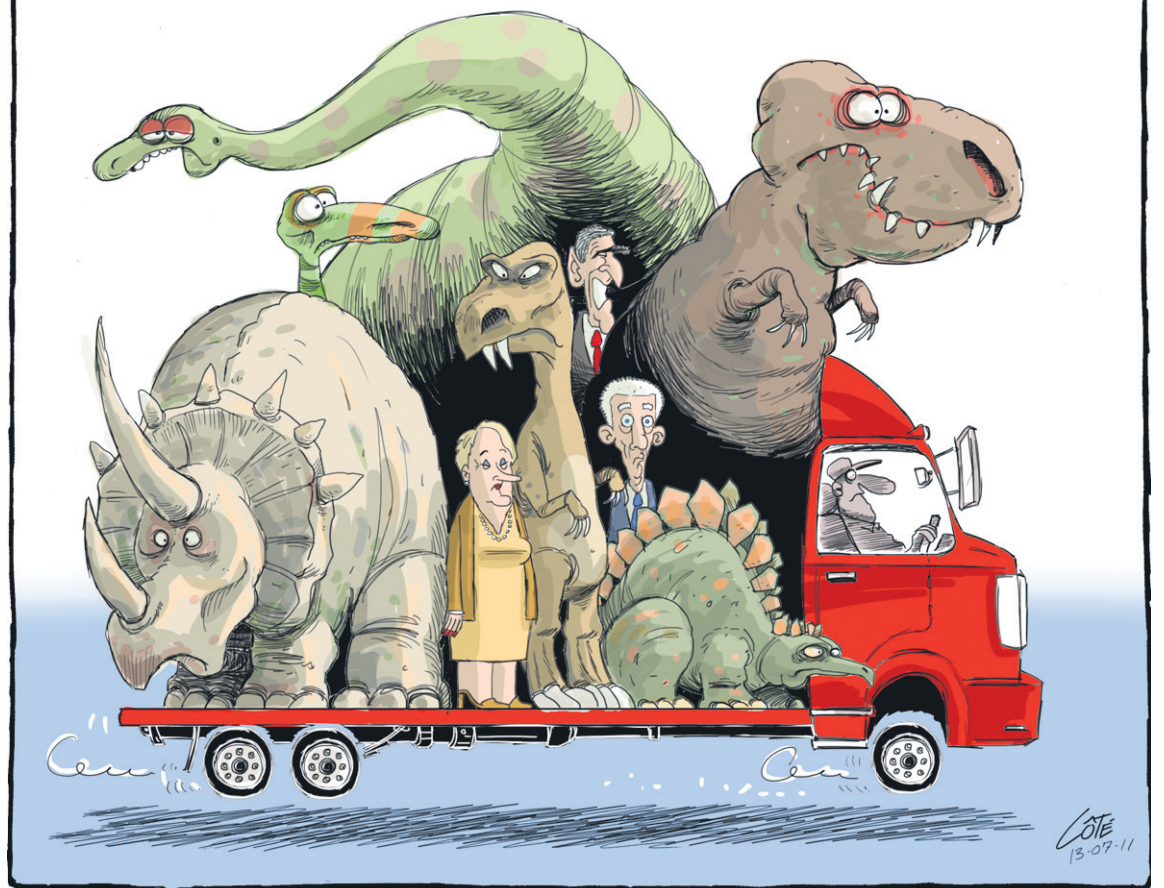
J'ai commencé à faire de la moto en 1966 et dès 1968, je chevauchais une grosse cylindrée. Je n'ai jamais eu d'accident. Les seules fois où c'est passé près, ce fut justement à cause d'automobilistes qui ne «m'avaient pas vu». C'est ma conduite préventive qui m'a alors sauvé. J'ai été bien formé. Je ne suis pas plus dangereux en auto. Aucun accident dit «responsable» en 45 ans de conduite.

Ma moto est tout ce qu'il y a de «pépère». Elle n'incite pas à se prendre pour Yvon Duhamel ou pour son fils Miguel. C'est une grosse cylindrée. Bien sûr. Mais quelques-unes des petites cylindrées que j'ai pilotées dans ma jeunesse étaient substantiellement plus rapides et pas mal moins stables, donc plus dangereuses. Que se passe-t-il donc du côté de la SAAQ pour que mes quelques parcimonieux kilomètres de moto exclusivement sur des routes nationales et de campagne me coûtent un pareil prix?

On classe d'abord les motos par groupes, ce qui n'est pas nécessairement idiot, car un «racer» n'est pas une «custom» ni une «touring». Là où ça se gâte, c'est avec le classement par cylindrée. Et, pire encore, quand on met de côté le dossier de conduite et d'accidents, l'expérience et l'âge du pilote, le kilométrage parcouru et aussi la propriété d'autres véhicules (car nul ne peut conduire deux ou trois véhicules en même temps). Il faudrait tenir compte de toutes ces variables, mais on préfère la facilité et les «retrées d'argent» qui l'accompagnent. Et ainsi, on se convainc que l'on fait de la sécurité routière. Pour moi, faire dans le «manger mou» pour tout le monde est plutôt un réflexe de paresseux.

Merci donc à M. de Koninck d'avoir au moins énoncé une certaine vérité. Reste à la bureaucratie à prendre acte et agir en conséquence.

FERMETURE DU MADRID



DROITS RÉSERVÉS / apcote@lesoleil.com

CYBERPRESSE.CA/PLACE-PUBLIQUE

LA PRESSE DÉBATS - PARTICIPEZ

VERS UNE RÉCESSION MONDIALE?

La crise de la dette qui secoue les États-Unis ainsi que la zone de l'euro risque-t-elle de provoquer une nouvelle récession à l'échelle planétaire? Êtes-vous confiant que la crise va se résorber sur les deux fronts?

Lisez le point de vue de Pierre-Yves McSween, Jean-Pierre Aubry, Gaétan Frigon, Françoise Bertrand et Pierre Simard... et surtout, faites valoir le vôtre!

QUESTION DU JOUR

Appréciez-vous les journées très chaudes?

- OUI > 46%
- NON > 54%

Résultats à 19 h hier: 11 587 votes.

LE BLOGUE DE L'ÉDITO > UNE MAIN SUR LE VOLANT, L'AUTRE SUR LE CELLULAIRE PAR ARIANE KROL

OPINION

Déjà un État failli

Le Sud-Soudan est incapable d'assurer la sécurité et la prospérité de sa population

JOCELYN COULON



L'auteur (j.coulon@umontreal.ca) est directeur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix, affilié au CERUIM.

Le week-end dernier, un nouvel État est né. Le Sud-Soudan est devenu indépendant après un demi-siècle de guerre avec le pouvoir nordiste de Khartoum. Au cri de «Adieu le Nord, bonjour le bonheur», il a rejoint la communauté des nations.

L'indépendance du Sud-Soudan était sans doute inévitable tant son peuple a souffert aux mains du pouvoir central soudanais. La guerre civile au Sud-Soudan depuis 1955 a longtemps été un conflit oublié de tous sauf de quelques militants et journalistes. Même si le Soudan est déjà étiqueté «État appuyant le terrorisme» depuis 1993, cette guerre commence à intéresser les États-Unis après les attentats du 11 septembre et la mise en cause du régime soudanais dans les actions d'Al-Qaïda et d'autres groupes terroristes islamistes. Le secrétaire d'État américain de l'époque, Colin Powell, entreprend une campagne afin de pousser à l'indépendance les provinces du sud, privant ainsi Khartoum de ses champs pétrolifères et d'une partie de ses revenus. Un accord de paix entre le Nord et le Sud est signé en 2005, et le référendum de cette année sur l'indépendance a été massivement adopté.

La naissance du Sud-Soudan commence donc sous de bons

auspices avec l'appui – très intéressé – des États-Unis, de la Russie, de la Chine et de bien d'autres. Tous leurs représentants étaient d'ailleurs à Juba samedi autour du berceau, car le nouveau-né est riche, du moins sur papier: pétrole, minerais, produits agricoles, terres arables, eau. C'est une conjoncture rare dans cette région. Encore faut-il avoir les moyens d'exploiter les richesses par une gouvernance responsable, une situation régionale pacifique, des investissements importants et des moyens de transport et de communication. Et c'est ici que les choses se compliquent.

Le Sud-Soudan est déjà un État failli, c'est-à-dire incapable d'assurer les tâches essentielles d'un État: la sécurité et

le pays est enclavé et veut sortir de sa dépendance avec le Soudan, il devra construire des voies de transport, dont un oléoduc, à travers le Kenya.

Enfin, et ce n'est pas rien, le Sud-Soudan est situé au milieu d'une zone de conflits inextricables. Tous ses voisins, sans exception, sont en guerre ou vivent une crise intérieure sérieuse.

La situation est telle que l'ONU vient de renouveler le séjour des Casques bleus déployés dans ce nouveau pays depuis 2005 avec le mandat de consolider la paix et d'assurer la sécurité.

L'avenir n'est jamais écrit d'avance, mais force est de constater que l'histoire pourrait bien se répéter au Sud-Soudan.

Le nouveau pouvoir est déjà contesté par des rébellions, et les massacres sont monnaie courante.



la prospérité de sa population; la liberté, et le contrôle de son territoire. Il est un des pays les plus pauvres du monde. Un enfant sur sept meurt avant l'âge de 5 ans, 85% des femmes sont illettrées, et il y a 120 médecins pour huit millions d'habitants.

Sur le plan politique, le nouveau pouvoir est déjà contesté par des rébellions, et les massacres sont monnaie courante. Sur le plan régional, avec le Soudan, les contentieux les plus sérieux ne sont pas réglés: définition des frontières, partage de la rente pétrolière, gestion de l'eau du Nil. Comme

En 1998, le président Bill Clinton, en visite en Afrique, saluait l'émergence de leaders responsables en Éthiopie, en Érythrée, au Congo démocratique, en Ouganda et au Rwanda. Ils étaient l'espoir du continent, disait-il. Aujourd'hui, ces cinq pays figurent sur la liste de plus en plus longue des États faillis de la planète, liste établie par le Fonds pour la paix et publiée dans la dernière édition de *Foreign Policy*.

Maintenant que la fête est terminée à Juba, reste à voir si le bonheur sera au rendez-vous.

À BIEN Y PENSER

Que des pédophiles infiltrent des organisations est une chose. Que l'organisation les protège en est une autre. Le clergé, non seulement n'a pas dénoncé à la police ces criminels, mais faisait pression pour que les parents restent silencieux. La complicité évidente du clergé mérite des poursuites judiciaires pour complicité après le crime, et des dédommagements pour les victimes. — André Michaud, Québec

FORUM

QUI VEUT LA MORT DU BIXI?

Pourquoi crever des pneus, enlever des selles, arracher un frein?

PIERRE CLOUTIER

L'auteur enseigne le français au secondaire.

Depuis trois ans déjà, la Ville de Montréal s'est dotée d'un système de vélos libre-service. Un legs, peut-être le seul, dont nous serons fiers après avoir fait notre deuil de l'administration Tremblay quand ce dernier partira. Voilà qu'après les ajustements de la première année, une deuxième qui s'est déroulée sans anicroches notoires; nous voici dans un début de troisième année, disons-le, catastrophique!

C'est comme si on souhaitait la mort de ce moyen de se déplacer dans la ville. Je suis citadin, eh oui un gars du Plateau... Je possède un véhicule, car je travaille sur la Rive-Sud. L'été, lors de mes vacances et toutes les fins de semaine, de mai à octobre, il n'est nullement question pour moi d'utiliser ma voiture, c'est donc en BIXI que je roule. Ce système est tout à fait génial et supérieur à tous les autres pour contrer la pollution et les inconvénients inhérents à l'utilisation d'une automobile.

Cette année, cependant, il y a eu la controverse de la gestion des BIXI. Il y a eu aussi un vent de mécontentement à cause des publicités. Cet été, la désolation se lit sur le visage des abonnés, car la vague d'actes de vandalisme déferlant sur les vélos n'a cessé de croître depuis quelques semaines.

Mais qui peut bien se retrouver à la source de tels actes irrationnels et destructeurs? Quel est le but de crever des pneus, d'enlever des selles, d'arracher un frein, etc.? J'ai beau tenter de comprendre, rien n'y fait. Nous détenons un système merveilleux qui nous permet de faire des courses, de se balader, de visiter des quartiers, d'aller au centre-ville, et voilà que des gens sans scrupules viennent bousiller, au nom de je ne sais quoi, ce qui semble faire l'affaire de tant de personnes.



Pierre Cloutier s'explique mal que des vandales s'en prennent aux BIXI, un système « génial » pour contrer la pollution et les inconvénients inhérents à l'utilisation d'une automobile.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

C'est à croire que ces gens, mal attentionnés, désirent consciemment que les abonnés se découragent et que le réseau de vélos BIXI meurt de sa belle mort. Si des gens

Je suis tombé des nues quand des gens apparemment intelligents dans l'opposition se sont exprimés face à la mauvaise gestion des BIXI en disant ceci: «Il en reviendrait

payer un. Le plaisir d'utiliser un BIXI est de ne pas se soucier de l'entreposer, de ne pas se soucier de se le faire voler, de ne pas avoir à le monter dans un troisième étage, etc.

ou dans le Vieux-Montréal, ces stations demeurent désertes avec deux ou trois BIXI auxquels on a crevé les pneus ou commis n'importe quel acte visant à empêcher l'utilisation. Chose certaine, ce vandalisme ne découle pas d'une mauvaise gestion, comme je ne crois pas non plus que via son sondage proposé aux membres, BIXI veut faire porter l'odieux de ses déboires par les médias, même s'il n'a pas toujours bonne presse.

J'ai la tête aussi dure, sinon plus, que ces vandales. Et pour cette raison, je me réabonnerai donc pour la saison 2012!

Cette année, c'est la désolation: il m'arrive de marcher 25 minutes avant de trouver un BIXI qui n'a pas subi les assauts d'un vandale.

sont insatisfaits de la façon avec laquelle on a géré le projet, qu'ils ne s'abonnent pas. Si des gens sont offusqués de voir de la pub sur les ailerons, qu'ils regardent ailleurs. Ne vandalisez plus les BIXI!

moins cher au maire d'acheter un vélo à tous ceux qui en veulent un.» Pour dire de telles inepties, c'est à croire qu'ils n'ont absolument rien compris. Les abonnés ne désirent pas posséder un vélo, ils seraient tous capables de s'en

Bref, cette année, c'est la désolation: il m'arrive de marcher 25 minutes avant de trouver un BIXI qui n'a pas subi les assauts d'un vandale.

Comme les camions ne peuvent rapatrier tous les BIXI rendus au centre-ville

Le retour utopique à l'isolationnisme

Malgré les risques d'échec, le Canada doit s'afficher comme un partenaire militaire fiable et engagé sur la scène internationale

JUSTIN MASSIE



L'auteur est professeur adjoint à l'École supérieure d'affaires publiques et internationales de l'Université

d'Ottawa et chercheur associé à la chaire de recherche du Canada en politiques étrangères et de défense canadiennes de l'UQAM.

L'heure est au bilan avec la fin de la mission de combat du Canada en Afghanistan. D'un côté, plusieurs font écho aux propos élogieux des autorités canadiennes, lesquelles vantent les progrès réalisés en matière de sécurité et de gouvernance. De l'autre se trouvent *La Presse* et *Le Devoir*, dont les éditoriaux contrastent avec ceux du Canada anglais en ce qu'ils traçant un portrait résolument négatif de l'engagement canadien à Kandahar.

Alors qu'André Pratte parle d'«échec» de la mission visant à rendre l'Afghanistan stable et démocratique, Bernard Descôteaux craint que «l'Afghanistan revienne là où il fut déjà et que tous les efforts de reconstruction, de pacification et de démocratisation déployés aient été vains». Les deux principaux quotidiens

québécois s'entendent sur le fait que le Canada devrait, à l'avenir, se montrer beaucoup plus réservé à l'idée de prendre part à des opérations militaires au nom du devoir d'ingérence, même humanitaire.

Ces interprétations reflètent l'opinion des Canadiens et encore davantage celle des Québécois. Une majorité de Canadiens appuie la fin de la mission à Kandahar et seuls 41% soutiennent la participation de leur pays à la guerre en Libye.

Faut-il ainsi en déduire que la principale leçon que le gouvernement canadien doit tirer de son engagement militaire en Afghanistan est de ne plus s'aventurer dans de telles missions? Doit-il, comme le suggère Mario Roy, réserver ses interventions militaires là où ses «intérêts vitaux» sont en jeu?

Le Canada n'a, dans l'environnement stratégique contemporain, que très peu d'intérêts vitaux effectivement en jeu. Ni les citoyens canadiens ni le territoire canadien ne sont menacés gravement, comme ce fut le cas à l'époque de la guerre froide. Si la «stabilité internationale» demeure importante pour la sécurité et la prospérité du pays, elle est réalisable sans le concours des Forces canadiennes. Les menaces qui pèsent contre le Canada, telles

que le terrorisme et les pandémies, peuvent être contrées sans une participation significative aux interventions militaires occidentales.

Les déploiements militaires expéditionnaires du Canada (Afghanistan, Libye, Haïti, ex-Yougoslavie, etc.) sont de l'ordre du choix plutôt que de la nécessité. L'idée de réserver les interventions militaires canadiennes aux menaces vitales contre le pays implique donc nécessairement un retour à l'isolationnisme militaire.

Une telle perspective est toutefois très peu probable. Car les «intérêts nationaux» canadiens, tels que perçus par nos décideurs politiques (québécois inclus), sont animés par deux grandes interprétations du devoir moral du pays.

D'une part se trouve l'idée que les Canadiens sont des «citoyens du monde» et que, à ce titre, ils doivent contribuer de manière proportionnelle à leurs moyens – c'est-à-dire significativement – aux opérations militaires

internationales sanctionnées par l'ONU. Ce qui inclut les guerres d'Afghanistan et de Libye.

Une seconde interprétation des intérêts nationaux est particulièrement en vogue depuis la fin des années 90. Il s'agit de définir le Canada comme un allié de taille des États-Unis, de l'Europe et d'Israël en raison de valeurs démocratiques et libérales communes. Cette perception explique pourquoi la guerre en Libye est la quatrième à laquelle prend part le Canada en 20 ans.

Les Canadiens sont des « citoyens du monde » et, à ce titre, ils doivent contribuer de manière proportionnelle à leurs moyens – c'est-à-dire significativement – aux opérations militaires internationales sanctionnées par l'ONU.

Les vices reprochés au gouvernement Harper à propos de la Libye et de l'Afghanistan sont nombreux et justifient sans doute en partie l'appel québécois à l'isolationnisme. Y figurent un engagement militaire précipité en dépit d'un manque d'information et de stratégie de sortie, et l'octroi de sommes colossales d'aide publique au développement malgré la corruption et le manque de transparence des principaux bénéficiaires.

Mais le principal reproche que l'on peut adresser au gouverne-

ment Harper explique lui-même pourquoi le retour à l'isolationnisme militaire est une utopie. Il s'agit du manque d'imputabilité dû au consensus entre les dirigeants politiques quant aux intérêts canadiens à prendre part aux opérations militaires offensives de l'Occident. Le vote quasi unanime aux Communes en faveur de la prolongation de la mission en Libye, ou encore les accords inter-partisans afin de poursuivre l'effort militaire en Afghanistan malgré l'opposition d'une majorité de

Canadiens, illustrent la force et la pérennité du consensus.

Quoi qu'en pensent les Canadiens – et les éditorialistes québécois – un retour à l'isolationnisme militaire s'avère très peu probable en raison de la conviction des élites canadiennes que le pays doit s'afficher comme partenaire militaire fiable et engagé sur la scène internationale. Et ceci, malgré les risques d'enlèvement et d'échec de telles offensives.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ 514.285.6931

